

Cour internationale
de Justice
LA HAYE

International Court
of Justice
THE HAGUE

YEAR 1991

Public sitting of the Chamber

held on Tuesday 21 May 1991, at 10 a.m., at the Peace Palace,

Judge Sette-Camara, President of the Chamber, presiding

*in the case concerning the Land, Island and Maritime Frontier Dispute
(El Salvador/Honduras: Nicaragua intervening)*

VERBATIM RECORD

ANNEE 1991

Audience publique de la Chambre

tenue le mardi 21 mai 1991, à 10 heures, au Palais de la Paix,

sous la présidence de M. Sette-Camara, président de la Chambre

*en l'affaire du Différend frontalier terrestre, insulaire et maritime
(El Salvador/Honduras; Nicaragua (intervenant))*

COMPTE RENDU

Present:

Judge Sette-Camara, President of the Chamber
Judges Sir Robert Jennings, President of the Court
Oda, Vice-President of the Court
Judges *ad hoc* Valticos
Torres Bernárdez
Registrar Valencia-Ospina

Présents :

- M. Sette-Camara, président de la Chambre
 - Sir Robert Jennings, Président de la Cour
 - M. Oda, Vice-Président de la Cour, juges
 - M. Valticos
 - M. Torres Bernárdez, juges *ad hoc*

 - M. Valencia-Ospina, Greffier
-

The Government of El Salvador is represented by:

Dr. Alfredo Martínez Moreno,
as Agent and Counsel;

H. E. Mr. Roberto Arturo Castrillo, Ambassador,
as Co-Agent;

and

H. E. Dr. José Manuel Pacas Castro, Minister for Foreign Relations,
as Counsel and Advocate.

Lic. Berta Celina Quinteros, Director General of the Boundaries'
Office,
as Counsel;

Assisted by

Prof. Dr. Eduardo Jiménez de Aréchaga, Professor of Public
International Law at the University of Uruguay, former Judge and
President of the International Court of Justice; former President
and Member of the International Law Commission,

Mr. Keith Highet, Adjunct Professor of International Law at The
Fletcher School of Law and Diplomacy and Member of the Bars of
New York and the District of Columbia,

Mr. Elihu Lauterpacht C.B.E., Q.C., Director of the Research Centre
for International Law, University of Cambridge, Fellow of Trinity
College, Cambridge,

Prof. Prosper Weil, Professor Emeritus at the *Université de droit,
d'économie et de sciences sociales de Paris,*

Dr. Francisco Roberto Lima, Professor of Constitutional and
Administrative Law; former Vice-President of the Republic and
former Ambassador to the United States of America.

Dr. David Escobar Galindo, Professor of Law, Vice-Rector of the
University "Dr. José Matías Delgado" (El Salvador)

as Counsel and Advocates;

and

Dr. Francisco José Chavarría,

Lic. Santiago Elías Castro,

Lic. Solange Langer,

Lic. Ana María de Martínez,

Le Gouvernement d'El Salvador est représenté par :

S. Exc. M. Alfredo Martínez Moreno
comme agent et conseil;

S. Exc. M. Roberto Arturo Castrillo, Ambassadeur,
comme coagent;

S. Exc. M. José Manuel Pacas Castro, ministre des affaires
étrangères,

comme conseil et avocat;

Mme Berta Celina Quinteros, directeur général du Bureau des
frontières,

comme conseil;

assistés de :

M. Eduardo Jiménez de Aréchaga, professeur de droit international
public à l'Université de l'Uruguay, ancien juge et ancien
Président de la Cour internationale de Justice; ancien président
et ancien membre de la Commission du droit international,

M. Keith Highet, professeur adjoint de droit international à la
Fletcher School de droit et diplomatie et membre des barreaux de
New York et du District de Columbia,

M. Elihu Lauterpacht, C.B.E., Q.C., directeur du centre de recherche
en droit international, Université de Cambridge, *Fellow* de Trinity
College, Cambridge,

M. Prosper Weil, professeur émérite à l'Université de droit,
d'économie et de sciences sociales de Paris,

M. Francisco Roberto Lima, professeur de droit constitutionnel et
administratif; ancien vice-président de la République et ancien
ambassadeur aux Etats-Unis d'Amérique,

M. David Escobar Galindo, professeur de droit, vice-recteur de
l'Université "Dr. José Matías Delgado" (El Salvador),

comme conseils et avocats;

ainsi que :

M. Francisco José Chavarría,

M. Santiago Elías Castro,

Mme Solange Langer,

Mme Ana María de Martínez,

Mr. Anthony J. Oakley,
Lic. Ana Elizabeth Villata,

as Counsellors.

The Government of Honduras is represented by:

H.E. Mr. R. Valladares Soto, Ambassador of Honduras to the
Netherlands,

as Agent;

H.E. Mr. Pedro Pineda Madrid, Chairman of the Sovereignty and
Frontier Commission,

as Co-Agent;

Mr. Daniel Bardonnet, Professor at the *Université de droit,
d'économie et de sciences sociales de Paris,*

Mr. Derek W. Bowett, Whewell Professor of International Law,
University of Cambridge,

Mr. René-Jean Dupuy, Professor at the *Collège de France,*

Mr. Pierre-Marie Dupuy, Professor at the *Université de droit,
d'économie et de sciences sociales de Paris,*

Mr. Julio González Campos, Professor of International Law,
Universidad Autónoma de Madrid,

Mr. Luis Ignacio Sánchez Rodríguez, Professor of International Law,
Universidad Complutense de Madrid,

Mr. Alejandro Nieto, Professor of Public Law, Universidad
Complutense de Madrid,

Mr. Paul De Visscher, Professor Emeritus at the *Université de
Louvain,*

as Advocates and Counsel;

H.E. Mr. Max Velásquez, Ambassador of Honduras to the United Kingdom,

Mr. Arnulfo Pineda López, Secretary-General of the Sovereignty and
Frontier Commission,

Mr. Arias de Saavedra y Muguelar, Minister, Embassy of Honduras to
the Netherlands,

Mr. Gerardo Martínez Blanco, Director of Documentation, Sovereignty
and Frontier Commission,

Mrs. Salomé Castellanos, Minister-Counsellor, Embassy of Honduras to the Netherlands,

M. Anthony J. Oakley,
Mme Ana Elizabeth Villata,

comme conseillers.

Le Gouvernement du Honduras est représenté par :

S. Exc. M. R. Valladares Soto, ambassadeur du Honduras à La Haye,

comme agent;

S. Exc. M. Pedro Pineda Madrid, président de la Commission de Souveraineté et des frontières,

comme coagent;

M. Daniel Bardonnnet, professeur à l'Université de droit, d'économie et de sciences sociales de Paris,

M. Derek W. Bowett, professeur de droit international à l'Université de Cambridge, Chaire Whewell,

M. René-Jean Dupuy, professeur au Collège de France,

M. Pierre-Marie Dupuy, professeur à l'Université de droit, d'économie et de sciences sociales de Paris,

M. Julio González Campos, professeur de droit international à l'Université autonome de Madrid,

M. Luis Ignacio Sánchez Rodríguez, professeur de droit international à l'Université Complutense de Madrid,

M. Alejandro Nieto, professeur de droit public à l'Université Complutense de Madrid,

M. Paul de Visscher, professeur émérite à l'Université catholique de Louvain,

comme avocats-conseils;

S. Exc. M. Max Velásquez, ambassadeur du Honduras à Londres,

M. Arnulfo Pineda López, secrétaire général de la Commission de Souveraineté et de frontières,

M. Arias de Saavedra y Muguelar, ministre de l'ambassade du Honduras à La Haye,

M. Gerardo Martínez Blanco, directeur de documentation de la Commission de Souveraineté et de frontières,

Mme Salomé Castellanos, ministre-conseiller de l'ambassade du Honduras à La Haye,

Mr. Richard Meese, Legal Advisor, Partner in Frère Cholmeley, Paris,

as Counsel;

Mr. Guillermo Bustillo Lacayo,

Mrs. Olmeda Rivera,

Mr. Raul Andino,

Mr. Miguel Tosta Appel

Mr. Mario Felipe Martínez,

Mrs. Lourdes Corrales,

as Members of the Sovereignty and Frontier Commission.

M. Richard Meese, conseil juridique, associé du cabinet Frère
Cholmeley, Paris,

comme conseils;

M. Guillermo Bustillo Lacayo,

Mme Olmeda Rivera,

M. Raul Andino,

M. Miguel Tosta Appel,

M. Mario Felipe Martínez,

Mme Lourdes Corrales,

comme membres de la Commission de Souveraineté et des frontières.

The PRESIDENT: Please be seated. The sitting is open. We begin today the hearings on the sixth and last disputed sector of the land frontier of the Goascorán zone which lies between the point at Los Amates on the Goascorán River following downstream the course of this river as far as it debouches in the Golf of Fonseca according to the agreement Honduras is the first to speak and I give the floor to Professor Bardonnnet.

M. BARDONNET : Merci Monsieur le Président.

Monsieur le Président, Messieurs les Juges, j'ai l'honneur de prendre une nouvelle fois la parole devant vous pour exposer le point de vue du Gouvernement du Honduras sur le sixième et dernier secteur terrestre contesté, celui de Goascorán.

Le Honduras lui a consacré de substantiels développements dans ses écritures (MH, vol. I, chap. XI, p. 357-398; CMH, vol. II, chap. XI, p. 481-632; RH, vol. II, chap. IX, p. 701-882) et il l'a également évoqué au cours de ses plaidoiries générales (C 4/CR 91/3, p. 39-42, 45, 46, 47 et 54; C 4/CR 91/4, p. 16 et 17; C 4/CR 91/6, p. 45, 46-48 et 58). El Salvador a qualifié, dans sa réplique, les analyses honduriennes de "longues digressions" entraînant "une totale perte de temps" (RS, chap. 3.38; trad. fr. p. 55) et il a également fait état de "l'inanité des arguments avancés par le Honduras", qui "reposent sur des sophismes, des prémisses erronées et des prétentions injustifiées" (RS, chap. 3.102; trad. fr. p. 61). Le constat est sévère, Monsieur le Président, mais peut-être un peu excessif.

Pour sa part, El Salvador, modèle d'imperatoria brevitatis, n'a consacré, dans ses écritures, que quelques pages à l'exposé de sa thèse sur ce même secteur du Goascorán (MS, chap. 6.59-6.68; trad. fr. p. 45-47; CMS, chap. 3.123-3.138; trad. fr. p. 66-77; RS, chap. 3.86-3.102; trad. fr. p. 55-61). La lecture de son plaidoyer écrit sur ce point donne en fait l'impression d'hésitations, de contradictions, en définitive d'un certain malaise, je veux dire d'un malaise certain ! La Partie adverse ne réfute pas en effet les arguments avancés par le Honduras : elle procède plus volontiers par affirmations définitives sans apporter de preuves et semble chercher, avant tout, à esquiver le débat judiciaire. C'est la même attitude qu'elle a adoptée sur ce secteur dans ses plaidoiries générales

(C 4/CR 91/7, p. 29).

Dans ces conditions, il ne saurait être question, Monsieur le Président, Messieurs les Juges, de vous infliger un trop long exposé sur le secteur du Goascorán. Si vous me le permettez cependant, avant de reprendre les principaux arguments du Honduras qui ont pour objet d'établir l'irrecevabilité de la revendication salvadorienne (II), je souhaiterais vous présenter quelques observations préalables afin de caractériser le contentieux qui vous est soumis dans cette zone (I).

*

* *

I

Le différend qui oppose le Honduras et El Salvador dans le secteur du Goascorán se caractérise par trois traits principaux.

*

* *

A. Il s'agit d'abord - et c'est son premier caractère - d'un différend clairement circonscrit et identifié. S'il existe en effet un accord entre les Parties pour déterminer le point de départ de la ligne divisoire dans ce secteur, la divergence est absolue pour établir son point d'aboutissement.

1) D'un côté, les deux Etats sont parvenus à un accord ou, à tout le moins, à un accord de principe, pour identifier le point de départ de la zone contestée qui correspond au lieu-dit "Los Amates", que vous pouvez voir sur la carte ci-contre ainsi que sur le croquis n° I du dossier qui vous a été remis il y a quelques instants.

L'article 16 du traité général de paix du 30 octobre 1980 dispose en effet que le septième secteur de la frontière terrestre reconnue par le Honduras et par El Salvador suit le cours du Rio Goascorán depuis son confluent avec le Rio Guajiniquil ou Pescado "jusqu'au point de ladite rivière appelé Los Amates" (MH, annexes, vol. II, annexe IV.1.55, p. 813). Le point de vue des Parties convergerait par conséquent pour admettre que le cours du Rio Coascorán comme ligne frontière n'était "pas sujet à contestation" en amont de "Los Amates", ce point étant considéré comme "invariable à perpétuité", pour reprendre la formule de l'article 17 du traité général de paix.

Une divergence demeure cependant entre les Parties pour déterminer les coordonnées géographiques précises de ce point. Pour le Honduras, il est localisé "sur la rivière Goascorán", à "13°26'28" de latitude nord et 87°43'20" de longitude ouest" (RH, vol. II, conclusions, p. 1128, A, par. 6). Pour El Salvador, le point dénommé "Rompición de Los Amates" que vous pouvez voir sur le croquis n° II de votre dossier, correspond à "13°26'29" de latitude nord et 87°43'25" de longitude ouest" (RS, conclusions, p. 212, I.1; trad. fr. p. 131; cf. MS, conclusions VI, p. 101 et carte 6.12; trad. fr. p. 50).

C'est dire que la divergence, de l'ordre d'une seconde pour la latitude et de cinq secondes pour la longitude, est mineure et, du point de vue du Honduras, elle peut être aisément surmontée. En effet, si l'on se réfère aux travaux de la commission mixte de délimitation, à laquelle renvoie l'article 18 du traité général de paix et qui avait pour fonction, notamment "de démarquer la ligne frontière décrite à l'article 16", on constate que cette commission a pris, par un "Acta n° 2" du 15 février 1983, une double décision. En premier lieu, cette commission a décidé de construire quatre "bornes de référence" ("hitos referenciales"), deux à l'est du Rio Goascorán en territoire hondurien par conséquent et deux à l'ouest du Rio Goascorán en territoire salvadorien par conséquent, correspondant à quatre points décrits très précisément dans l'"Acta" précité. Et, en second lieu, la commission a convenu que "l'intersection des diagonales du polygone résultant des quatre points décrits précédemment détermine le centre du lit du Rio Goascorán, point de départ de la démarcation du septième secteur" (CMH, vol. II, chap. XI, p. 491-492, par. 9-10). C'est pourquoi le Gouvernement du Honduras estime, Monsieur le Président, Messieurs les Juges, que les cartographes des deux Parties peuvent aisément parvenir à un accord pour fixer très précisément les coordonnées géographiques du point de départ du secteur contesté du Goascorán, conformément aux dispositions de l'"Acta n° 2" précité de la commission mixte de délimitation.

2) D'un autre côté, en revanche, les Parties sont en complet désaccord sur la détermination du point d'aboutissement de la frontière terrestre dans la zone du Goascorán.

Pour le Honduras, comme vous pouvez le voir, de façon naturellement approximative, sur la carte ci-contre ainsi que sur le croquis n° I de votre dossier (CMH, vol. II, p. 512, carte 7.3), ce

point est situé à l'embouchure du bras le plus septentrional du Rio Goascorán au nord-ouest d'un terrain dénommé "El Revolcon" et des îles Ramaditas, là où précisément le Rio Goascorán se jette dans la baie de La Union. Les coordonnées géographiques de ce point ont été précisées dans les conclusions des écritures honduriennes et correspondant à "13° 24' 26" de latitude nord et 87° 49' 05" de longitude ouest" (MH, vol. II, p. 1128, A.6; CMH, vol. II, p. 735, A.6; RH, vol. II, p. 745, A.6).

Pour El Salvador, comme vous pouvez le constater sur la carte ci-contre ainsi que sur le croquis n° II de votre dossier (MS, vol. I, Map 6.12), le point d'aboutissement de la frontière terrestre dans le secteur du Goascorán doit s'identifier à l'embouchure de l'"Estero La Cutu", c'est-à-dire de ce bras de mer que la Partie adverse considère comme étant "l'ancienne embouchure du Rio Goascorán". Les coordonnées géographiques de ce point, telles qu'elles ont été indiquées dans les conclusions des pièces écrites salvadoriennes sont "13° 22' 00" de latitude nord et 87° 41' 25" de longitude ouest" (MS, vol. I, p. 101, VI et p. 169; trad. fr., p. 50 et p. 87 - CMS, p. 292, I.1; trad. fr., p. 167 - RS, p. 212, I.1; trad. fr., p. 131).

Ainsi, Monsieur le Président, Messieurs les Juges, le désaccord entre les Parties sur le tracé de la ligne divisoire dans la zone du Goascorán est-il total, mais en même temps il est parfaitement circonscrit. Pour le Honduras, il suit le cours actuel du Rio Goascorán en son milieu, de "Los Amates" jusqu'à l'embouchure de ce cours d'eau. Pour El Salvador, il suit l'ancien lit du Rio Goascorán depuis "La Rompicion de Los Amates" jusqu'à l'embouchure de l'"Estero La Cutu". C'est dire que l'opposition des Parties sur ce point est absolue.

L'enjeu du différend dans la zone du Goascorán, Monsieur le Président, Messieurs les Juges, est donc double. Il porte d'abord naturellement sur le territoire contesté proprement dit d'une superficie d'environ 74,5 km², peuplé de quelque 1500 habitants. Sa partie septentrionale, la plus habitée, aux parcelles cadastrales clairement définies, comporte des terres alluviales propices à l'agriculture et à l'élevage, tandis que sa partie méridionale, la plus étendue, est formée de terrains mnarécageux, couverts de palétuviers. L'intérêt écologique et économique de cette zone ne cesse cependant de croître depuis qu'elle a été proclamée par le décret du 27 septembre 1958 "zone

forestière protégée numéro un" (*La Gaceta, Diario Oficial de la Republica de Honduras*, 7 de Octubre de 1958, MH, annexes, vol. I, annexe II.2.3, p. 39-41; cf. CMH, vol. II, chap. XI, p. 603-606, par. 108-110), et que, en plus de l'exploitation traditionnelle des palétuviers et de la pêche, des établissements d'aquaculture portant sur l'élevage des crevettes ont été créés ces dernières années sur les rives de l'"Estero La Cutu".

Mais, Monsieur le Président, le différend n'a pas seulement une dimension terrestre; il porte également sur la détermination du point de départ de la frontière maritime qui coïncide naturellement avec le point terminal de la frontière terrestre. Et il n'est pas indifférent, au regard de la délimitation maritime à l'intérieur du golfe de Fonseca, que ce point soit fixé à l'embouchure du Rio Goascorán ou à l'embouchure de l'"Estero La Cutu" ni que la totalité de la façade maritime comprise entre ces deux points relève de la souveraineté hondurienne ou de la souveraineté salvadorienne.

*

* *

B. Si le secteur contesté du Goascorán est ainsi clairement circonscrit, il convient d'ajouter - et c'est son second caractère - qu'il s'agit d'un différend tardif (MH, vol. I, chap. XI, p. 372, par. 17 et p. 375-376, par. 21; CMH, vol. II, chap. XI, p. 499-501, par. 18-19).

En effet, Monsieur le Président, jusqu'en 1972, je dis bien jusqu'en 1972, El Salvador n'a jamais revendiqué la zone du Goascorán, telle que je viens de vous la décrire. C'est au cours des négociations frontalières, qui se sont déroulées à Antigua en 1972, que la Partie adverse a formulé, pour la première fois, ses prétentions sur ce secteur. 1972, c'est-à-dire peu après la fin du conflit armé de 1969, à un moment où, comme l'a rappelé l'agent du Gouvernement du Honduras dans son intervention du 15 avril dernier, l'on pouvait constater un élargissement du contentieux terrestre entre les deux Etats voisins (C 4/CR 91/1, p. 20; trad. fr., p. 12).

Il faudra attendre ainsi le 11 juin 1972 pour qu'El Salvador remette en cause une frontière internationale qu'il avait toujours admise, toujours reconnue et toujours respectée depuis 1821 et

pour qu'il revendique le secteur du Goascorán. Devant cette surprenante déclaration, la délégation hondurienne rappellera naturellement ce qui avait été un fait incontesté depuis l'accession à l'indépendance des deux Etats, depuis 1821, pendant plus de 150 ans, à savoir "que l'endroit où la rivière Goascorán débouche dans le golfe de Fonseca se trouve au nord-est des îles Ramaditas; et (que) là commence la ligne de division entre les deux pays, en suivant ensuite la rivière mentionnée jusqu'au lieu appelé Los Amates" (MH, annexes, vol. II, annexe IV.1.22.A, p. 577). Ainsi la délégation hondurienne, en 1972, n'avait fait que rappeler la souveraineté du Honduras sur le secteur du Goascorán. Souveraineté qui s'était manifestée de façon en quelque sorte positive par l'exercice continu des fonctions d'Etat, par "the continuous and peaceful display of the territorial sovereignty" pour reprendre la célèbre formule du président Max Huber dans la sentence Palmas (RSA, vol. II, p. 839-840). Mais souveraineté qui s'était également manifestée de façon en quelque sorte négative, dans la mesure où le Honduras n'a jamais toléré dans le secteur du Goascorán les manifestations d'une quelconque autre compétence étatique.

On croit rêver, Monsieur le Président, Messieurs les Juges, lorsqu'on lit dans le contre-mémoire salvadorien :

"si El Salvador n'a pas abordé plus tôt la question de ce secteur, c'est uniquement parce qu'il était déjà sous sa juridiction et qu'il y avait acquiescement et reconnaissance par le Honduras de ce que ledit secteur faisait partie d'El Salvador" (CMS, chap. 3.123; trad. fr., p. 66).

Cette revendication salvadorienne, aussi subite et tardive, sur le secteur du Goascorán pouvait paraître plus surprenante encore, pour les deux raisons suivantes. Premièrement, les occasions n'avaient certes pas manqué au Gouvernement d'El Salvador de faire connaître ses prétentions, s'il en avait eu, sur cette zone, au cours des multiples négociations territoriales et frontalières qui ont ponctué l'histoire des relations entre les deux Etats voisins. Et, deuxièmement, le Gouvernement d'El Salvador avait expressément reconnu ou implicitement admis - comme on le rappellera un peu plus loin - que cette zone relevait de la souveraineté hondurienne. En réalité, Monsieur le Président, Messieurs les Juges, cette revendication salvadorienne, formulée pour la première fois le 11 juin 1972, n'est guère qu'un "paper claim". La Partie adverse aurait mauvaise grâce à s'abriter derrière elle aujourd'hui pour jeter le doute sur le statut d'un territoire sur lequel le Honduras a

exercé, sans la moindre interruption et sans la moindre équivoque, ses activités gouvernementales (RH, annexes, vol. II, annexe IX.6, p. 829-903) et face auxquelles elle n'a rien, je dis bien rien, à opposer (voir *a contrario*, CMS, chap. 4.19; trad. fr., p. 78 et CMS, annexes, vol. IX, annexe XI).

*

* *

C. Différend clairement circonscrit, différend tardif, j'en arrive au troisième et dernier caractère qui permet de situer le contentieux sur le secteur du Goascorán : la position d'El Salvador dans cette zone a constamment varié. En effet, comme vous pouvez le constater sur la carte ci-contre ainsi que sur le croquis n° I de votre dossier, la Partie adverse a adopté plusieurs attitudes successives, pas moins de trois, au demeurant marquées ces dernières années d'intermittences, de retours en arrière, significatifs de ses doutes sur le bien fondé de ses revendications.

1) Au cours d'une première étape, de beaucoup la plus longue puisque, comme j'y ai fait allusion, il y a un moment, elle s'est prolongée de 1821 à 1972, El Salvador n'a pas contesté l'évidence. El Salvador a ainsi reconnu pendant plus de 150 ans la souveraineté hondurienne sur le secteur du Goascorán et, comme frontière internationale entre les deux Etats, le cours du Rio Goascorán de Los Amates jusqu'à son embouchure au nord-ouest des îles Ramaditas, dans la baie de La Union.

Nous reviendrons plus loin sur cette reconnaissance par El Salvador de la frontière du Goascorán. Je voudrais seulement rappeler pour le moment que c'est au cours des négociations qui se sont déroulées à Saco, le 4 juin 1880, qu'El Salvador a expressément admis que,

"suivant l'opinion commune des habitants des deux pays, la zone orientale du territoire d'El Salvador est séparée de la zone occidentale de celui du Honduras par la rivière Goascorán; ils conviennent de reconnaître ladite rivière comme étant la frontière entre les deux Républiques, à partir de son embouchure, dans le golfe de Fonseca, baie de La Union, en amont, en direction nord-est, vers la confluence de la rivière Guajiniquil ou Pescado, qui conflue à une lieue au nord du présent village de Saco" (MH, annexes, vol. I, annexe III.1.24, p. 99).

On comprend mal, Monsieur le Président, comment la Partie adverse qui cite elle-même cette déclaration de Saco dans son contre-mémoire (CMS, chap. 3.124; trad. fr., p. 66) et qui admet ainsi

que le Rio Goascorán se jette dans la "Bahia de La Union" peut soutenir, dans le même mouvement, devant vous, que le point d'aboutissement de la frontière terrestre doit correspondre à l'"Estero La Cutu" qui s'ouvre dans la "Bahia Chismuyo". Le golfe de Fonseca a été parfois comparé, Monsieur le Président, à une main avec des "doigts" constitués par différentes baies intérieures, dont précisément au nord-est le "doigt" correspondant à la "Bahia Chismuyo" et au nord-ouest le "doigt" correspondant à la "Bahia de La Union". Mais il est rigoureusement impossible, Monsieur le Président, de confondre l'un et l'autre "doigt", l'une et l'autre "baie" : il n'existe pas une carte, terrestre ou marine, hondurienne, salvadorienne ou provenant d'Etats tiers qui qualifie la partie du golfe de Fonseca où s'ouvre l'"Estero La Cutu" "Bahia de La Union", puisque précisément il s'agit de la "Bahia Chismuyo".

En tout état de cause, la reconnaissance par El Salvador de la frontière du Rio Goascorán jusqu'en 1972 ne comporte pas la moindre équivoque. Cette reconnaissance résulte de l'absence totale de réactions face à l'exercice, paisible et continu des fonctions gouvernementales par le Honduras dans ce secteur du Goascorán aujourd'hui revendiqué, devant vous, par la Partie adverse.

2) J'en arrive ainsi à la seconde étape qui caractérise l'évolution de l'attitude salvadorienne face à cette zone du Goascorán. Seconde étape beaucoup plus brève que la précédente, puisqu'elle correspondra seulement à la période 1972-1988, au cours de laquelle El Salvador abandonnera sa position antérieure et revendiquera formellement le secteur du Goascorán. Il prétendra, comme vous pouvez le voir sur la carte ci-contre ainsi que sur les croquis n° I et n° II de votre dossier, que la frontière est formée par l'ancien lit du Rio Goascorán depuis "Los Amates" jusqu'à l'embouchure à l'"Estero El Coyol".

C'est en effet le 11 juin 1972, au cours des négociations d'Antigua, auxquelles je faisais allusion tout à l'heure, que la délégation salvadorienne soutiendra que :

"l'endroit où la rivière Goascorán débouche dans le golfe de Fonseca se trouve au nord-ouest de l'île Conejo et (que) là commence la ligne de division entre les deux pays, en suivant ensuite la rivière mentionnée jusqu'au lieu appelé 'Los Amates'" (MH, annexes, vol. II, annexe IV.1.22.A, p. 577).

La représentation graphique de cette revendication salvadorienne a figuré sur un calque qui a été

remis en 1972 à la délégation hondurienne (MH, vol. I, chap. XI, p. 358, par. 2) et elle figure également sur d'autres documents. On la trouve ainsi sur des cartes officielles salvadoriennes de la même époque, comme la "Mapa oficial de la Republica d'El Salvador" publiée en juin 1973 par l'Instituto Geografico Nacional pour le compte du ministère salvadorien des travaux publics. On la trouve de même sur les cartes émanant d'Etats tiers et notamment sur la carte marine américaine n° 21521 dans son édition de 1985 (CMH, vol. II, carte 7.2, p. 506), sur laquelle la zone comprise entre l'embouchure actuelle du Rio Goascorán et l'embouchure de l'"Estero El Coyol" est qualifiée de "in dispute".

On ne saurait mieux montrer le caractère de "paper claim" de cette revendication qu'en remarquant combien El Salvador était peu assuré dans ses prétentions nouvelles. En effet, pendant cette phase 1972-1988, il est revenu à sa position antérieure. Ainsi, au cours de la réunion qui s'est tenue à Tegucigalpa les 23 et 24 mai 1985, la délégation salvadorienne a présenté un document, aux termes duquel

"1. La ligne maritime entre le Honduras et le Salvador ... (se) termine à l'embouchure du Goascorán.

2. La partie orientale de la ligne terrestre commence à l'embouchure du Goascorán, baie de La Union, en suivant la même rivière en remontant le courant de ses eaux, jusqu'à Los Amates." (MH, annexes, vol. II, chap. XI, p. 606-610, par. 111-113; cf. CMH, vol. II, chap. XI, p. 606-610, par. 111-113).

La discontinuité, le défaut de cohérence dans le comportement d'El Salvador, au cours de cette seconde phase 1972-1988, donnent me semble-t-il une exacte image de ses doutes, de ses hésitations, de ses atermoiements dans le secteur du Goascorán.

3) On aurait pu penser, Monsieur le Président, Messieurs les Juges, que la Partie adverse s'en serait ainsi tenue à cette revendication formulée en 1972 à Antigua, aussi hasardeuse et peu fondée qu'elle fut. Et cependant, il n'en a rien été; El Salvador n'a pas hésité à projeter encore plus à l'est ses revendications territoriales et j'en arrive ainsi à la troisième étape qui correspond à sa position dans le présent différend dans le secteur du Goascorán.

En effet, dans son mémoire, qu'elle a déposé au Greffe de la Cour le 12 juin 1988 ainsi que dans ses autres pièces écrites, la Partie adverse prétend, comme vous pouvez le voir sur la carte

ci-contre ainsi que sur les croquis n^{os} I et II de votre dossier, que le point terminal de la frontière terrestre doit correspondre à l'"Estero La Cutu" (non plus à l'"Estero El Coyol", mais je dis bien à l'"Estero La Cutu"). La Partie adverse soutient, en effet, que,

"dans ce secteur, la ligne frontière est formée par le bras le plus ancien et le plus oriental du Rio Goascorán qui se jette dans le golfe de Fonseca en face de l'île de Zacate Grande à l'endroit appelé l'estuaire de La Cutu, situé dans la juridiction de Pasaquina, dans le département de La Union" (CMS, chap. 3.123; trad. fr., p. 66; cf. MS, chap. 6.59; trad. fr., p. 45 et RS, chap. 3.86; trad. fr., p. 55).

Cette ultime revendication salvadorienne se caractérise par conséquent par une nouvelle poussée des prétentions territoriales salvadoriennes vers l'est, à l'intérieur du territoire hondurien. Alors qu'El Salvador a reconnu depuis son accession à l'indépendance jusqu'en 1972 que le point d'aboutissement de la frontière de terre était situé à l'embouchure actuelle du Rio Goascorán, au nord-ouest des îles Ramaditas, alors qu'il a soutenu, à partir de 1972, que ce point était situé à l'embouchure de l'"Estero El Coyol", au nord-ouest de l'île Conejo, voilà maintenant qu'il prétend reporter ce point à quelque 6 kilomètres à vol d'oiseau plus à l'est, à l'embouchure de l'"Estero La Cutu". On se demande avec inquiétude, Monsieur le Président, Messieurs les Juges, de ce côté-ci de la barre, si cette poussée revendicatrice vers l'est va prendre fin.

On se le demande avec d'autant plus d'inquiétude, Monsieur le Président, que la Partie adverse n'hésite pas à jeter, ici ou là, dans ses écritures, négligemment, comme par inadvertance, des insinuations, plus des affirmations troublantes. Ainsi peut-on lire dans son mémoire qu'

"El Salvador possède cette zone depuis des temps immémoriaux, zone où ses habitants ont exploité ou exploitent encore les forêts extensives de palétuviers, et où ils vivent en général de la pêche" (MS, chap. 6.63; trad. fr., p. 46).

De même, dans son contre-mémoire, El Salvador affirme que, dans les différents secteurs terrestres contestés et notamment dans celui du Goascorán, "se sont installés des groupes de Salvadoriens, qui reconnaissent la souveraineté de l'Etat et du Gouvernement d'El Salvador" (CMS, chap. 4.16; trad. fr., p. 77).

La Partie adverse renvoie même à un croquis intitulé "Human Settlements included in the non-delimited zones. Estuary of the Goascorán" (MS, fin du chap. 7), croquis sur lequel figurent

"les cantons et les caserios (hameaux)" qui seraient peuplés de Salvadoriens : on y voit indiquées, avec stupeur, ainsi que vous pouvez le constater sur le croquis n° II bis de votre dossier, comme salvadoriennes les localités de Los Amates, de La Ceiba, d'El Conchal et d'El Capulin, localités qui, cependant, sont administrées par les autorités honduriennes, avec des maires honduriens, avec des écoles honduriennes, avec des propriétés rurales inscrites au registre cadastral des départements honduriens de Valle et de Choluteca, avec des actes de l'état civil inscrits au registre hondurien des personnes (RH, annexes, vol. II, annexe IX.6, "Témoignages de la présence humaine et des autorités honduriennes dans le secteur de Goascorán", p. 829-903). Une fois encore, Monsieur le Président, Messieurs les Juges, on croit rêver. Le Gouvernement du Honduras se permet, Monsieur le Président, d'attirer respectueusement l'attention de la Chambre sur la gravité de propos de ce genre. Si la revendication salvadorienne sur le secteur du Goascorán était accueillie favorablement, cela signifierait sans doute que la stabilité et la permanence des frontières internationales bien établies, reconnues pendant plus de 150 ans, pourraient être remises en cause à tout instant. Mais cela signifierait aussi - ce qui est peut-être plus grave encore - qu'il suffirait d'infiltrations plus ou moins clandestines, plus ou moins nombreuses, des habitants d'un pays donné, abondamment peuplé sur le territoire d'un pays voisin moins peuplé - situation dont on connaît de multiples illustrations en Amérique latine, mais pas seulement en Amérique latine - pour qu'une sorte de juridiction rampante, humaine ou foncière, soit consacrée et pour que des lignes divisaires, clairement fixées, soient bousculées. Quelle prime à l'incertitude dans un domaine qui, plus que tout autre, appelle la sécurité.

Le Gouvernement du Honduras ne peut manquer d'être préoccupé de la géopolitique qui sous-tendrait de telles revendications toujours portées plus en avant, dont on a l'impression qu'elles ne s'arrêteront jamais. Si le Gouvernement du Honduras ne peut ni ne veut croire que ressurgissent ainsi les conceptions d'Etats aux frontières mouvantes qui ont assombri si tragiquement le ciel du droit international, il n'en demeure pas moins surpris des variations successives de la thèse salvadorienne dans le secteur du Goascorán. C'est qu'en effet cette thèse, comme nous allons essayer maintenant de le montrer dans une seconde série d'observations, est, dans son principe même,

dépourvue de toute base juridique.

*

* *

- II -

Monsieur le Président, Messieurs les Juges, le Honduras fonde sa thèse, dans le secteur du Goascorán comme dans les autres secteurs terrestres contestés, sur le principe de *l'uti possidetis juris*. Il a apporté la preuve, dans ses écritures (MH, vol. I, chap. XI, p. 390-398, par. 31-34; CMH, vol. II, chap. XI, p. 618-630, par. 120-130; RH, vol. II, chap. IX, p. 734-747, par. 33-42), que, d'après les documents de l'époque coloniale - documents de l'administration civile et ecclésiastique ou titres de terres - le Rio Goascorán constituait la limite des juridictions de la province de San Miguel et de l'"Alcaldía Mayor" de Tegucigalpa. Le Honduras a également établi que cette limite correspondait au cours actuel de cette rivière, de son embouchure aux îles Ramaditas jusqu'à "Los Amates", et même au-delà, au confluent du Rio Goascorán et du Rio Guajiniquil ou Pescado. Il est par conséquent inutile de revenir sur cette démonstration et nous renvoyons aux développements précités des écritures du Honduras.

En revanche, il convient de systématiser - si vous me le permettez, Monsieur le Président - aussi brièvement que possible, les trois arguments principaux, sur lesquels se fonde le Gouvernement du Honduras, pour écarter la revendication de la Partie adverse sur le secteur du Goascorán.

*

* *

A. Du point de vue du Honduras - et c'est le premier argument qu'il avance - El Salvador ne produit pas de titres pertinents.

1) D'une part, en effet, les titres de terres invoqués, de l'autre côté de la barre, pour justifier, comme limite, l'ancien lit du Rio Goascorán de "Los Amates" jusqu'à l'"Estero La Cutu", ne peuvent être localisés.

Dans son mémoire (MS, chap. 6.61-6.63; trad. fr., p. 45-46; *Book of Maps*, Map 6.VI), El Salvador fait état du titre de propriété de San Juan Bautista de Fuentes sur une hacienda dite "Los Amates". Du point de vue de nos adversaires, cette hacienda aurait fait l'objet d'un arpentage, le 30 octobre 1694, par le capitaine Don Francisco de Goicochea y Uriarte, sur délégation de l'"Alcalde Mayor" de San Salvador et son implantation, entre l'"Estero La Cutu" et l'"Estero El Capulin" s'imposerait, à leur avis, de toute évidence, comme le montre le croquis n° III de votre dossier (MS, *Book of Maps*, Map 6.VI). Or le Honduras a déjà, semble-t-il, apporté la preuve, dans ses écritures (CMH, vol. II, chap. XI, p. 514-543, par. 33-60; RH, vol. II, chap. IX, p. 730-734, par. 29-32), que l'interprétation ainsi donnée de cet arpentage était imaginaire et que sa localisation était erronée. Il est en effet impossible, Monsieur le Président, Messieurs les Juges, d'identifier, avec un minimum de vraisemblance et de plausibilité, les points de repères figurant dans le procès-verbal de 1694. Ainsi, il n'existe pas de "montagne" le long de l'"Estero La Cutu" car il s'agit d'une zone de palétuviers où terre et mer s'interpénètrent au niveau zéro. Il n'existe pas davantage de "montagne" le long de l'"Estero El Capulin" comme le montre la photographie aérienne publiée dans le contre-mémoire hondurien (CMH, vol. II, p. 542, 7.4). Et plus généralement la toponymie figurant dans le document établi en 1694 par le capitaine Don Francisco de Goicochea y Uriarte ne correspond en rien au secteur compris entre l'"Estero La Cutu" et l'"Estero El Capulin". J'en donnerai un seul exemple : comment peut-on aujourd'hui sérieusement identifier ce qui a constitué le point de départ de l'arpentage du 30 octobre 1694, il y a près de 300 ans, et la première borne des terres de San Juan Bautista de Fuentes qui seraient, à en croire la Partie adverse, "un grand kapokier où une croix a été placée" (MS, chap. 6.62; trad. fr., p. 45) - "una ceiba grande donde se puso una Cruz", nous dit le texte espagnol original (MS, annexe I, p. 13-14; CMH, vol. II, chap. XI, p. 521, note 1) ? Monsieur le Président, Messieurs les Juges, il faut avoir parcouru en bateau ou survolé en hélicoptère cette zone où la forêt entre dans la mer et où la mer entre dans la forêt pour mesurer combien la thèse

salvadorienne est irréaliste et fabriquée de toutes pièces.

On aurait pu penser cependant que, lorsque la Partie adverse a présenté, dans sa réplique, un nouveau titre de terres du même San Juan Bautista de Fuentes - le titre d'"El Nagarejo" - du 30 mars 1711, "afin de renforcer ses droits dans ce secteur" (RS, chap. 3.96; trad. fr., p. 58), on aurait pu penser, disais-je, qu'elle aurait présenté alors un document précis, aux points de repère aisément identifiables. Or qu'en est-il, Monsieur le Président ? La Partie adverse, sans même tenter de donner la moindre représentation graphique, au demeurant impossible, à ce soi-disant "titre officiel supplémentaire" (*ibid.*), s'est contentée d'affirmer, sans le moindre commencement de preuve, que ces terres d'"El Nagarejo" étaient situées "dans le secteur contesté actuellement" (RS, chap. 3.96; trad. fr. p. 58), "dans la juridiction de Choluteca, dans la province coloniale de Guatemala" (RS, chap. 3.97; trad. fr. p. 58). Il suffit de parcourir ce document au demeurant très court, de moins de deux pages (RS, annexes, vol. I, annexe 16, p. 73-79), pour constater que, comme l'a implicitement admis El Salvador, les limites de ces terres ne peuvent être localisées. La seule référence à "la juridiction de Choluteca" est d'autant moins pertinente que le district de Choluteca ne dépendait pas, en 1841, de la Real Audiencia de Guatemala, mais de l'"Alcaldía Mayor" de Tegucigalpa (cf. C 4/CR 91/6, p. 46-47), partie intégrante de la province du Honduras jusqu'au Rio Goascorán.

2) Les titres de terres produits par El Salvador pour justifier ses revendications sur le secteur du Goascorán ne sont pas seulement irrecevables parce qu'ils ne peuvent être localisés. Ils doivent être également écartés pour une raison de principe que le Honduras a déjà avancée dans ses plaidoiries générales (C 4/CR 91/3, p. 39-40 et 91/4, p. 16; C 4/CR 91/6, p. 45) et à laquelle la Partie adverse n'a jamais consenti à répondre. Comment en effet El Salvador peut-il, contrairement à une interprétation qui nous semble correcte du principe de *l'uti possidetis juris*, privilégier les limites foncières sur des limites administratives clairement définies ? Plus précisément comment El Salvador peut-il placer sur le même plan des titres concédant des terres à un simple particulier comme c'est le cas dans le secteur de Goascorán, avec les documents de 1694 et de 1711 relatifs à San Juan Bautista de Fuentes et d'un autre côté des "títulos ejidales" attribuant des terres à des communautés indiennes ? Comment El Salvador peut-il tirer de ces deux catégories de titres des

conséquences rigoureusement identiques au regard du tracé des frontières internationales actuelles ?

Il le peut d'autant moins qu'il a, sur ce point, une position qui change selon ses pièces écrites.

D'un côté en effet, le contre-mémoire salvadorien déclare :

"Il n'est possible ni en fait ni en droit de placer la possession d'un titre officiel de terrains communaux sur le même plan que la possession d'un titre conférant à un étranger la simple propriété privée d'une terre." (CMS, chap. 2.22; trad. fr. p. 16.)

Mais d'un autre côté, la Partie adverse - consciente de l'ambiguïté de sa thèse pour justifier le recours aux titres de terres de San Juan Bautista de Fuentes dans le secteur de Goascorán - la Partie adverse soutiendra dans sa réplique, d'une manière d'ailleurs embarrassée et contournée, qu'un tel document :

"ne constitue pas un titre officiel de terrains communaux du type de ceux qu'El Salvador a présentés afin de justifier pleinement ses droits dans les autres secteurs contestés. Néanmoins, bien que ce titre officiel ne représente donc pas une attribution faite à une collectivité de naturels par l'intermédiaire de son conseil municipal, il est néanmoins un titre officiel de la période coloniale défini dans toutes les formes juridiques appropriées par les autorités espagnoles en faveur d'un habitant de San Miguel, dans la province coloniale de San Salvador." (RS, chap. 3.93; trad. fr. p. 57.)

En définitive, on ne sait pas, Monsieur le Président, Messieurs les Juges, si les deux catégories de titres de terres sont ou non, pour El Salvador, de même nature. Mais ce qui est certain, c'est que les uns et les autres entraînent, du point de vue de la Partie adverse, les mêmes conséquences sur le plan du tracé de la ligne divisoire. La confusion dans l'analyse théorique d'El Salvador est à son comble lorsque l'on se souvient que l'un de ses conseils, dans sa plaidoirie du 19 avril dernier, reprochait au Honduras de considérer les "titulos ejidales" comme "un droit foncier" et comme conférant "un simple droit de propriété" (C 4/CR 91/5, p. 56).

Ainsi, les titres de terres avancés par El Salvador pour justifier sa thèse dans le secteur du Goascorán ne doivent pas être pris en compte. Non seulement ils ne peuvent être concrétisés sur le terrain, mais recourir à des titres de ce genre a pour effet de dénaturer, de déformer le principe de *l'uti possidetis juris*.

*

* *

B. Le second argument avancé par la Partie adverse, celui de l'avulsion du Rio Goascorán,

n'est pas plus pertinent que le précédent. Il l'est d'autant moins que, à l'instar de la thèse d'El Salvador relative aux titres de terres, sa thèse de l'avulsion du Rio Goascorán a considérablement changé tout au long de la procédure écrite. On peut en effet déceler trois phases successives correspondant à chacune des écritures salvadoriennes et montrant une fois encore le défaut de cohérence de la position d'El Salvador dans ce secteur.

1) Dans une première phase, correspondant à son mémoire (MS, chap. 6.66-6.68; trad. fr. p. 46-47), El Salvador a avancé plusieurs arguments de nature différente pour justifier son point de vue selon lequel la frontière internationale avec le Honduras doit suivre l'ancien cours du Rio Goascorán depuis la "Rompición de Los Amates" jusqu'à son ancienne embouchure dans l'"Estero La Cutu". Il s'agissait d'abord du renvoi à deux études publiées respectivement par le docteur Barberena en 1905 et par M. Galindo y Galindo en 1933, sur lesquelles il est inutile de revenir, le contre-mémoire hondurien ayant démontré leur défaut de pertinence (CMH, vol. II, chap. XI, p. 544-549, par. 62-65).

Attardons-nous en revanche un instant, Monsieur le Président, sur ce qui semble être l'argument principal du mémoire salvadorien, à savoir l'application à cette situation de ce qu'il appelle "a rule of Public International Law" (MS, chap. 6.66; trad. fr. p. 46). Il s'agirait donc d'une "règle" qui aurait été admise dans le cadre de la célèbre affaire d'El Chamizal, lors des négociations entre les Etats-Unis et le Mexique et qui pourrait être ainsi formulée, selon les termes mêmes du mémoire salvadorien : "si une rivière abandonne son ancien cours, la frontière internationale demeure au milieu du cours abandonné de la rivière" (*ibid.*). Il s'agirait, en somme, d'appliquer à l'espèce ce que certains auteurs ont pu appeler la "règle" de l'inaltérabilité de la frontière fluviale en cas de changements soudains et violents entraînant un transfert de son lit et constituant une avulsion, par opposition à la "règle" du déplacement progressif de la frontière fluviale en cas de modifications lentes et graduelles du fleuve frontière dues à un alluvionnement progressif.

Comme l'a démontré le contre-mémoire hondurien (CMH, vol. II, chap. XI, p. 550-572), par. 67-82), c'est là une question extrêmement controversée dans la doctrine comme dans la pratique des Etats. Le moins qu'on puisse dire, ainsi que le remarquait récemment un auteur, c'est que "cette

solution n'a guère valeur de règle coutumière" (L. Caflisch, "Essai d'une typologie des frontières", *Relations internationales* n° 63, automne 1990, p. 285; cf. L. Bouchez, "The Fixing of Boundaries in International Boundary Rivers", *The International and Comparative Law Quarterly*, vol. 12, 1963, p. 807, etc.). Qu'il suffise de rappeler à cet égard que la sentence Hughes rendue le 23 janvier 1933 dans l'affaire *Guatemala/Honduras* - dont on sait l'importance que lui attache la Partie adverse dans le présent différend - a clairement reconnu, à propos du Rio Tinto et du Rio Motagua, que dans l'hypothèse d'une avulsion comme d'ailleurs dans l'hypothèse d'une érosion, la frontière suivra le déplacement des cours d'eau "in the interest of a definite and satisfactory settlement to secure a lasting peace between the Republics" (*RSA*, vol. II, p. 1362; cf. *CMH*, vol. II, chap. XI, p. 568-571, par. 80-81).

Quoi qu'il en soit de ces controverses, quoi qu'il en soit de l'extrême difficulté ou impossibilité de dégager une règle coutumière en la matière, il aurait été logiquement concevable qu'El Salvador soutînt l'existence d'une telle "règle" de l'inaltérabilité du tracé frontalier en cas d'avulsion. Ainsi, la Partie adverse aurait-elle pu tenter d'établir que, le Rio Goascorán ayant changé brusquement de lit, cette "facétie fluviale" - pour reprendre le mot du géographe Jacques Ancel (*Géographie des frontières*, Paris Gallimard, 1938, p. 86) - n'aurait pas affecté le tracé frontalier antérieur. Or, Monsieur le Président, Messieurs les Juges, la Partie adverse a-t-elle maintenu, comme on pouvait s'y attendre, tout au long du présent procès concernant le secteur du Goascorán, la même thèse ?

2) Il n'en a rien été. Dès son contre-mémoire, correspondant ainsi à une seconde phase, El Salvador semble avoir renoncé à sa thèse initiale (*CMS*, chap. 3.133-3.135; trad. fr., p. 70). En effet, après avoir rappelé la distinction entre l'"aluvio" et l'"avulsio" remontant au droit romain et les conséquences différentes que ces phénomènes naturels entraîneraient sur le tracé de la frontière fluviale, El Salvador abandonne ce qu'il avait appelé dans son mémoire "a rule of Public International Law" (*MS*, chap. 6.66; trad. fr., p. 46). Il semble plutôt considérer, à ce second stade des écritures, que "la prétendue règle n'est qu'une opinion de principe" (*CMS*, chap. 3.134; trad. fr., p. 70).

Rejoignant ainsi le point de vue soutenu par le Honduras (*CMH*, vol. II, chap. XI, p. 551-554,

par. 68), la Partie adverse se rattachait semble-t-il de la sorte, aux analyses du président Anzilotti dans le commentaire qu'il avait donné en 1914 de la sentence d'El Chamizal. El Salvador semblait désormais considérer "qu'il faut résoudre le problème dans chaque cas en fonction de ce qu'était l'intention des parties lorsqu'elles ont choisi le cours d'eau comme frontière" (CMS, chap. 3.134; trad. fr., p. 70). Pour le moins, El Salvador reconnaissait devoir tenir compte "des incertitudes qui existent dans ce domaine et des lacunes des définitions" (CMS, chap. 3.135; trad. fr., p. 70). Et la réplique du Honduras n'avait pas manqué de souligner, là encore, les hésitations et les contradictions d'El Salvador dans sa quête d'une base juridique à ses revendications dans la zone du Goascorán (RH, vol. II, chap. IX, p. 720-724, par. 20-22). Est-ce à dire que la Partie adverse s'en est tenue à cette nouvelle thèse défendue dans son contre-mémoire ? Eh bien non !

3) Dans une troisième phase, correspondant à sa réplique, El Salvador a une fois encore changé de cap (RS, chap. 3.99-3.100; trad. fr., p. 59-60). Il ignore complètement ce qu'il avait considéré dans son mémoire comme la "règle" de l'avulsion et du maintien de la ligne divisoire dans l'ancien lit du fleuve frontière. Il ne fait plus état, ainsi qu'il l'avait fait dans son contre-mémoire, du point de vue du président Anzilotti et ne considère plus ces questions comme étant "exclusivement des questions d'interprétation de la volonté". Tout en reconnaissant que la date exacte à laquelle le Rio Goascorán a modifié son cours est "mal connue", El Salvador déduit, dans sa réplique, - sans d'ailleurs apporter le moindre commencement de démonstration - El Salvador déduit, disais-je, d'anciens documents coloniaux espagnols du XVI^e siècle, que l'embouchure du Rio Goascorán correspondait alors à "son embouchure ancienne dans l'Estero La Cutu, en face de l'île de Zacate Grande" (RS, chap. 3.99; trad. fr., p. 59). Dès lors, du point de vue de la Partie adverse, "la modification du cours du Rio Goascorán a nécessairement été produite par un événement soudain et violent, survenu probablement au XVII^e siècle, peut-être à la suite de l'un de ces ouragans qui balayent les Caraïbes et la région de l'Amérique centrale" (RS, chap. 3.100; trad. fr., p. 60).

On voit mal, Monsieur le Président, Messieurs les Juges, comment, sur la base de telles affirmations, la Chambre pourrait tenir compte de l'ancien lit du Rio Goascorán. Le lit qu'un cours d'eau aurait emprunté au XVI^e ou au XVII^e siècle ou peut-être encore plus loin dans le passé,

peut-être avant la nomination du premier gouverneur du Honduras, Don Diego Lopez de Salcedo, par la "Real Cedula" du 20 novembre 1525, peut-être même avant, le jour où le 14 août 1502, à Punta Caxinas, l'amiral Christophe Colomb toucha pour la première fois la terre hondurienne (MH, vol. I, chap. II, p. 7-20, par. 1-11) ? Comment en effet, pour déterminer aujourd'hui le tracé de la frontière internationale entre les deux pays, la Chambre pourrait-elle s'appuyer sur un état de fait existant 200 ans, 300 ans ou peut-être plus avant 1821, c'est-à-dire avant la date de l'accession à l'indépendance des deux pays : 1821, qui correspond à la date critique dans le présent différend ? C'est en effet par rapport à cette date, 1821, et non pas à une date antérieure que doit être déterminée la base factuelle de votre décision; c'est par rapport à ce "terme de référence" et non pas à un autre "terme de référence" que la question de l'établissement du tracé frontalier doit être tranchée, compte tenu de la situation existant alors; c'est, pour reprendre la forte expression du professeur Charles De Visscher, à ce moment-là, et non pas à un autre moment "que le juge doit se reporter pour fixer les titres et apprécier, en conséquence, les positions juridiques respectives des Parties" (*Aspects récents du droit procédural de la Cour internationale de Justice*, Paris, Pedone, 1966, p. 48).

Néanmoins cette référence à un événement naturel survenu à une date qu'El Salvador reconnaît comme étant des plus incertaines n'empêche pas la Partie adverse de prétendre : 1) que c'est cet ancien lit du Rio Goascorán existant au XVI^e siècle, au XVII^e siècle ou avant - personne ne le sait et la Partie adverse n'a pas apporté la preuve de la date à laquelle il a eu lieu - que c'est cet ancien cours du Rio Goascorán, qui doit constituer, de la "Rompicion de Los Amates" jusqu'à l'"Estero La Cutu", la ligne séparative dans ce secteur aujourd'hui contesté; et 2) que c'est le Honduras qui, en construisant "des digues ... aux alentours de 1916 sur la rive gauche du Rio Goascorán à Los Amates", aurait empêché "le fleuve de reprendre son ancien cours" (RS, chap. 3.100; trad. fr., p. 100).

Le Gouvernement du Honduras croit, Monsieur le Président, Messieurs les Juges, avoir montré dans ses écritures (CMH, vol. II, chap. XI, p. 585-592, par. 95-98) qu'il est vraiment difficile d'imputer à un mur, au demeurant bien peu impressionnant - d'une largeur de 50 centimètres dans sa

partie supérieure, d'une hauteur de 7 mètres, et ne mesurant pas plus de 20 mètres de longueur - construit en fait dans les années soixante-dix, l'impossibilité pour le Rio Goascorán de rejoindre son ancien lit. Nous ne reviendrons pas de ce côté-ci de la barre, sur ce point, mais nous souhaiterions seulement poser trois questions.

Première question : le Rio Goascorán n'a-t-il jamais eu le loisir de regagner son ancien lit entre la date à laquelle est survenue l'avulsion brutale qui lui aurait fait abandonner son cours primitif de "Los Amates" à l'"Estero La Cutu" et la date à laquelle cette digue aurait été construite (en 1916, pour la Partie salvadorienne, dans les années 1970 pour la Partie hondurienne) ? Je répondrai seulement qu'il n'y a mis, c'est le moins qu'on puisse dire, aucune hâte.

Deuxième question : est-il possible qu'un cours d'eau qui aurait subi, de l'aveu même de la Partie adverse, cette avulsion brutale au plus tôt au XVII^e siècle, mais plus vraisemblablement au XVI^e siècle ou avant, puisse servir de limite, comme le prétend El Salvador, aux terres arpentées au bénéfice de San Juan Bautista de Fuentes en 1694 pour les terres de la hacienda "Los Amates", mais aussi en 1711 - on ne doit pas l'oublier - pour les terres d'"El Nagarejo" ? Il y a là, pour moi du moins, un mystère inexplicable.

Troisième question enfin : le Rio Goascorán a-t-il connu, dans son histoire, de fréquentes avulsions, aussi considérables que celle qui lui aurait fait abandonner son ancienne embouchure dans l'"Estero La Cutu" pour son actuelle embouchure au nord-ouest des îles Ramaditas, qui permettraient de dire - comme le prétend El Salvador - qu'"un fleuve comme le Rio Goascorán sujet à ce type de divagations, ne constitue pas une limite suffisamment claire" (RS, chap. 3.99; trad. fr., p. 60) ? La réponse est, à l'échelle de l'histoire sinon de la préhistoire, négative.

En fait, Monsieur le Président, on se perd à vouloir suivre les méandres des raisonnements successifs de nos contradicteurs et à rechercher un quelconque fil directeur dans la thèse qu'ils développent pour justifier leurs prétentions dans le secteur du Goascorán. Et cependant le problème se pose en termes simples. D'une part, le Honduras a apporté la preuve qui n'a jamais été contestée par El Salvador que le Rio Goascorán suivait à la fin du XVIII^e siècle le même cours qu'aujourd'hui et que son embouchure était alors la même que celle d'aujourd'hui : la "Description" du golfe de

Fonseca faite en 1796 par le commandant du brick *Activo* (MH, annexes, vol. V, annexe XIII.1.1, p. 2209-2218) et la carte qu'il a alors dressée (MH, annexes, vol. VI, annexe cartographique A.2) - carte qui correspond au croquis n° IV de votre dossier - en font clairement foi (MH, vol. I, chap. XI, p. 380-381, par. 26; CMH, vol. II, chap. XI, p. 579-580, par. 90; C 4/CR 91/3, p. 41). D'autre part, le Honduras a également démontré, comme je l'ai rappelé il y a quelques instants, au début de ma seconde série d'observations, que les documents administratifs de la fin de l'époque coloniale se réfèrent à "la grande rivière Goascorán" comme limite des juridictions de l'"Alcaldia Mayor" de Tegucigalpa et de celle de la province de San Miguel. Dès lors cette démonstration, au demeurant confirmée par une cartographie concordante (RH, vol. II, chap. IX, p. 797-880, par. 89-140), suffit pour écarter l'argument salvadorien fondé sur l'avulsion brutale du Rio Goascorán.

Monsieur le Président, je peux terminer dans une dizaine de minutes, ou, si vous le souhaitez, je peux m'interrompre maintenant.

The PRESIDENT: Vous pouvez continuer, Monsieur le professeur Bardonnnet.

M. BARDONNET : Merci Monsieur le Président.

*

* *

C. J'en arrive maintenant, Monsieur le Président, Messieurs les Juges, au troisième argument avancé par la Partie adverse pour justifier sa thèse dans le secteur, argument selon lequel El Salvador n'a pas reconnu le cours actuel du Rio Goascorán "comme frontière entre les deux Etats" (RS, chap. 3.99; trad. fr., p. 60). Ce dernier aspect du raisonnement de nos adversaires soulève à la fois une question de principe et une question de fait.

1) La question de principe d'abord. A en croire la Partie adverse, elle n'aurait pu reconnaître,

par acquiescement ou par estoppel, le cours actuel du Rio Goascorán comme frontière entre les deux pays pour deux raisons. Première raison : un cours d'eau comme le Rio Goascorán ne constituerait pas, du point de vue d'El Salvador, comme je le rappelais tout à l'heure, une limite "suffisamment stable" (CMS, chap. 3.135; trad. fr., p. 70), "suffisamment claire" (RS, chap. 3.99; trad. fr., p. 59), "pour qu'il soit possible de prétendre qu'elle a fait l'objet d'un acquiescement" (RS, *ibid.*). Et, seconde raison, pour que le Honduras puisse bénéficier d'un acquiescement ou d'un *estoppel*, "il aurait fallu qu'un accord intervienne entre les Parties ou qu'une décision judiciaire ait établi les normes à appliquer en cas de mutation ou de changement comme ceux qui ont affecté le cours du fleuve" (RS, *ibid.*).

Nous pensons avoir fait justice de la première raison tout à l'heure en rappelant que le Rio Goascorán n'a connu qu'une avulsion brutale en quelques centaines d'années et que, par conséquent, il n'était pas familier de "divagations" de ce genre et qu'il constituait une référence "suffisamment stable" et "suffisamment claire". Quant à la seconde raison avancée par les écritures salvadoriennes, pour théorique qu'elle soit, elle n'en est pas moins tout aussi singulière que la précédente. La jurisprudence internationale, en matière de différends territoriaux ou frontaliers, n'a jamais exigé, pour accueillir un acquiescement, qu'il se réfère à un accord ou à une décision judiciaire.

C'est le comportement en général, actif et passif, des Etats qui, dans ces matières, est pris en compte par le juge international pour jouer un rôle déterminant, à la fois, on le sait bien, comme source de droits mais aussi comme source d'obligations.

Faut-il rappeler, Monsieur le Président, pour s'en tenir à la seule affaire du *Temple de Préah Vihéar*, que la Cour a accordé une importance considérable aussi bien aux actes positifs d'acquiescement de la Thaïlande qu'à ses absences de protestations dans des circonstances qui appelaient "une réaction tendant à affirmer ou à conserver un titre de souveraineté en face d'une prétention contraire évidente" (*C.I.J. Recueil 1962*, p. 31) ? Faut-il également rappeler que les notions d'acquiescement et d'estoppel, quel que soit leur statut respectif, découlent, l'une et l'autre, du principe fondamental en droit international de la bonne foi et que leur mise en oeuvre n'implique aucunement un règlement conventionnel ou un règlement juridictionnel préexistants ?

2) Si l'on considère maintenant, au-delà de cette question théorique, les faits de l'espèce dans le secteur du Goascorán, que constate-t-on, Monsieur le Président, Messieurs les Juges ? On constate qu'El Salvador, à la fois par son comportement actif et par son comportement passif, pendant plus de 150 ans, a expressément reconnu la souveraineté du Honduras dans ce secteur et acquiescé à la frontière du Rio Goascorán dans son cours actuel. Le Honduras a décrit minutieusement dans ses écritures (MH, vol. I, chap. XI, p. 369-371, par. 13-16; p. 386-390, par. 28-30; CMH, vol. II, chap. XI, p. 593-617, par. 100-119; RH, vol. II, chap. IX, p. 711-712, par. 12-13; p. 716-720, par. 17-20; p. 752-796, par. 46-88; p. 866-880, par. 139-146) et rappelé en plaidoirie (C4/CR 91/3, p. 41-42) ce qu'a été depuis 1821 la conduite d'El Salvador. C'est pourquoi je me bornerai à rappeler brièvement trois exemples, parmi les plus significatifs, de la reconnaissance salvadorienne de la souveraineté du Honduras dans le secteur du Goascorán.

a) Il importe de rappeler, en premier lieu, qu'au cours des négociations qui se sont déroulées entre les deux pays, à Saco en juin 1880 et en mars 1884 et à La Union en novembre 1888 (MH, annexes, vol. I, annexe III.1.24, p. 99-100; annexe III.1.51, p. 169; annexe III.2.8, p. 233-234), la délégation salvadorienne a expressément reconnu que le Rio Goascorán devait être considéré "suivant l'opinion commune des habitants des deux pays", comme étant "la limite des deux républiques".

Les deux délégations, ayant constaté "qu'il n'y a aucune controverse concernant la frontière" dans ce secteur, avaient décidé, à La Union, le 9 novembre 1888, d'"établir comme frontière indiscutée et indiscutable le cours de la rivière Goascorán, depuis son embouchure à la baie de La Union, au golfe de Fonseca, en amont, jusqu'à sa confluence avec la rivière Guajiniquil ou Pescado" (*ibid.*, annexe III.2.8, p. 234). C'était une formule similaire qu'avait, au demeurant, retenue l'article 3 de la convention Cruz-Letona du 10 avril 1884 (*ibid.*, annexe III.1.54, p. 180). Et s'il est bien vrai que cette convention n'est pas entrée en vigueur, c'est, il faut le rappeler, pour des considérations tout à fait étrangères au secteur du Goascorán qui est demeuré en dehors du différend frontalier qui s'est développé, à partir des années 1880, entre les deux pays. On ne doit pas oublier que, dans des conditions similaires, la Cour a, dans son arrêt du 20 juin 1959 rendu dans l'affaire de

la *Souveraineté sur certaines parcelles frontalières*, observé que "Sans doute la convention non ratifiée de 1892 n'a créé ni droits ni obligations, mais les termes de la convention elle-même et les événements contemporains montrent qu'à cette époque la Belgique affirmait sa souveraineté sur les deux parcelles et que les Pays-Bas ne l'ignoraient pas..." (*C.I.J. Recueil 1959*, p. 229.)

b) Il importe de rappeler, en second lieu, que, dans la période 1888-1972, les autorités salvadoriennes se sont trouvées, à maintes reprises, dans des circonstances qui appelaient normalement une réaction de leur part si elles n'admettaient pas, comme allant de soi, la souveraineté du Honduras dans la zone comprise entre l'ancien cours du Rio Goascorán jusqu'à l'"Estero La Cutu" et son cours actuel jusqu'aux îles Ramaditas.

Ainsi, à la suite d'incidents de frontières mineurs liés à la répression de la contrebande dans le secteur du Rio Goascorán entre El Naranjo (Los Naranjos) et El Pasadero, à l'occasion donc de ces incidents, le ministre salvadorien des relations extérieures a adressé une note, en date du 21 août 1937, à l'ambassade du Honduras à San Salvador, note à laquelle était joint un rapport du délégué de la douane de Pasaquina, dans le département de La Unión. Or, on peut lire dans ce document :

"Personne n'ose passer la frontière avec des marchandises de contrebande, car il s'agit d'un endroit qui est surveillé de près par la police montée du 'Jefe expedicionario', le colonel Francisco Amador. Les abus que le colonel Amador commet continuellement contre les salvadoriens ont suscité une telle panique que personne n'a le courage de pénétrer sur le territoire hondurien par ce secteur..." (RH, annexes, vol. I, annexe VI.6, p. 367-368; cf. RH, vol. II, chap. IX, p. 767-770, par. 63-66).

Monsieur le Président, Messieurs les Juges, quelle que soit la singularité des termes de ce rapport, il est hors de doute que, si le Gouvernement d'El Salvador avait alors, le 21 août 1937, l'intention de revendiquer le secteur du Goascorán qu'il revendique aujourd'hui devant vous, c'était, en transmettant à l'ambassade du Honduras ce rapport du délégué de la douane de Pasaquina, l'occasion ou jamais de le faire. C'est dire que cette note de 1937 équivaut à une reconnaissance tacite de la souveraineté hondurienne dans le secteur du Goascorán par les autorités salvadoriennes qui se trouvaient dans une circonstance appelant normalement une réaction. Ce qui signifie, en transposant les termes mêmes utilisés par la Cour dans l'affaire du Temple de Préah Vihéar : ou bien El Salvador "ne pensait pas en réalité posséder de titre de souveraineté - ce qui correspondait

parfaitement à l'attitude qu'il avait toujours observée ... - ou bien qu'il avait décidé de ne pas faire valoir son titre, ce qui signifierait encore une fois qu'il admettait les prétentions ... (C.I.J. Recueil 1962, p. 31) du Honduras dans le secteur du Goascorán. Cette note du 21 août 1937 constitue par conséquent une reconnaissance, sans équivoque, de la souveraineté hondurienne et de la frontière du Rio Goascorán.

Il en est exactement de même de la note adressée, par l'ambassadeur d'El Salvador à Tegucigalpa, le 26 février 1943, au secrétaire d'Etat aux relations extérieures du Honduras (RH, annexes, vol. I, annexe VI.6, p]. 369-370; cf. RH, vol. II, chap. IX, p. 770-775, par. 67-71), à la suite d'incidents frontaliers survenus dans la zone d'El Rincon de la Ceiba. Cette note de 1943 transmettait en effet aux autorités honduriennes le rapport d'un garde-côte salvadorien qui affirmait à plusieurs reprises qu'"il est bien connu que la ligne qui divise les deux Républiques est le fleuve Goascorán".

On pourrait multiplier les exemples de ce genre, de documents officiels émanant des autorités salvadoriennes, aussi bien locales que centrales, qui sont autant de preuves de leur acceptation claire, de leur reconnaissance expresse de la frontière du Rio Goascorán. Pour ne pas abuser de votre patience, Monsieur le Président, Messieurs les Juges, je citerai seulement, parmi d'autres, les notes échangées entre les ministres des relations extérieures des deux Etats voisins les 10 novembre 1949-5 janvier 1950 (MH, annexes, vol. I, annexe III.2.43, p. 411) ou encore les 28 février-2 mai 1950 et 7 février 1951 (*ibid.*, p. 414), dans lesquelles le Gouvernement d'El Salvador mentionne "les démarcations traditionnellement reconnues comme celles des rivières Goascorán, Lempa, Sumpul, etc.". C'est dire que la limite du Rio Goascorán n'a jamais - je dis bien jamais - suscité le moindre doute dans l'esprit des autorités salvadoriennes jusqu'en 1972, pas plus d'ailleurs qu'elle n'en a suscité depuis 1972 et qu'elle n'en suscite encore aujourd'hui devant vous. Il ne s'agit de toute évidence que d'une revendication purement artificielle.

Si l'on relève quelques-unes des expressions utilisées par la Cour dans sa jurisprudence - "la notoriété des faits, ... la position de la Grande-Bretagne dans la mer du Nord, son intérêt propre dans la question, son abstention prolongée", dans l'affaire des *Pêcheries* norvégiennes

(*C.I.J. Recueil 1951*, p. 139), "l'attitude uniforme et constante des autorités centrales siamoises à l'égard du tracé de la frontière indiquée sur la carte" dans l'affaire du *Temple de Préah Vihéar* (*C.I.J. Recueil 1962*, p. 30) ou encore "une acceptation claire et constante" que suppose l'acquiescement dans l'affaire du *Golfe du Maine* (*C.I.J. Recueil 1984*, p. 309, par. 145) - ces formules, Monsieur le Président, Messieurs les Juges, s'appliquent mot pour mot à l'attitude de la Partie adverse dans le secteur du Goascorán.

c) Reconnaissance de la frontière du Goascorán par El Salvador au cours des négociations de la période 1880-1888, acceptation prolongée de cette même frontière dans la période 1888-1972 dans des circonstances qui appelaient une réaction de sa part, il me reste à évoquer d'un mot, en troisième lieu, les nombreuses cartes officielles salvadoriennes publiées avant 1972 montrant clairement le secteur du Goascorán, comme faisant partie intégrante du Honduras.

La réplique hondurienne a analysé la "concordance" cartographique, hautement significative à cet égard (RH, vol. II, chap. IX, p. 797-880, par. 89-146 et pour les cartes salvadoriennes, *ibid.*, p. 814-835, par. 103-114). Je me bornerai par conséquent à renvoyer à cette analyse en rappelant seulement que, pour la jurisprudence, une carte officielle émanant d'une partie à un différend territorial ou frontalier et attribuant le territoire contesté à la partie adverse, une carte de ce genre a une valeur probante particulière. A cet égard, la "Mapa general de la Republica d'El Salvador" dressée en 1859 par Sonnenstern sur l'ordre du Président de la République d'El Salvador (MH, annexes, vol. VI, annexe cartographique, carte A.12; cf. RH, vol. II, chap. IX, p. 817-824, par. 105-107) ou la "Mapa general d'El Salvador" publiée en 1955 dans l'*Atlas Censal d'El Salvador* par le ministre salvadorien de l'économie (CMH, annexes, appendice II à l'annexe XI.1, p. 347-384, carte 1.1 et carte 1.2; cf. RH, vol. II, chap. IX, p. 833-835, par. 114) sont, parmi d'autres, d'une fiabilité technique et d'un poids spécial en tant qu'éléments de preuve.

Je voudrais ajouter enfin que la cartographie produite par El Salvador lui-même, notamment dans les deux volumes de l'Atlas annexé à sa réplique (RS, cartographic annexes, vol. I (Atlas) de la carte 19 à la carte 25 et vol. II (Atlas), de la carte 26 à 29) confirme, si besoin en était, que la revendication de la Partie adverse sur le secteur du Goascorán n'est vraiment qu'un "paper claim".

*

* *

Monsieur le Président, Messieurs les Juges, j'en arrive ainsi au terme de cet exposé sur le secteur du Goascorán et il semble qu'un véritable faisceau d'éléments converge dans le sens de la souveraineté hondurienne, sans être neutralisés ni même affaiblis par la moindre preuve contraire.

C'est pourquoi le Gouvernement du Honduras prie respectueusement la Chambre de rejeter la thèse d'El Salvador, selon laquelle la frontière doit s'identifier à l'ancien cours du Rio Goascorán de "Los Amates" jusqu'à l'"Estero La Cutu" et de dire et juger que la frontière entre les deux Républiques suive, dans le secteur compris entre "Los Amates" et le golfe de Fonseca, la ligne médiane du Rio Goascorán jusqu'à son embouchure, au nord-ouest des îles Ramaditas, dans la baie de La Union, en passant par le Rincon de Muruhuaca et par Barrancones.

Conformément aux indications qui figurent sur la carte ci-contre ainsi que sur le croquis n° I de votre dossier, les coordonnées géographiques du lieu-dit "Los Amates" correspondent, sous réserve d'un accord entre les experts des deux Parties, à 13°26'28" de latitude nord et 87°43'20" de longitude ouest. Quant aux coordonnées du point terminal de la frontière terrestre, elles sont de 13°24'26" de latitude nord et 87°49'05" de longitude ouest.

Monsieur le Président, Messieurs les Juges, il ne me reste plus qu'à vous remercier pour votre patience et pour l'attention avec laquelle vous avez bien voulu m'écouter.

The PRESIDENT: I thank Professor Bardonnnet and I would like to know if the Delegation of El Salvador be prepared to reply this very morning. So the Chamber takes a break of 15 minutes to allow the Delegation of El Salvador to prepare its presentation.

L'audience est suspendue de 11 h 45 à 11 h 55.

The PRESIDENT: Please be seated.

The sitting is resumed. I give the floor to the Agent of El Salvador, Mr. Martinez Moreno.

Mr. MARTINEZ MORENO: Mr. President, distinguished Members of the Chamber, I now have the honour to appear before you again, on this occasion, in order to present the oral arguments of El Salvador in respect of the sixth and last disputed sector of the land frontier, that of the estuary of the Goascorán River.

In the first place, Mr. President, El Salvador would like to state that this particular sector, the estuary of the Goascorán River, presents a number of special characteristics which are quite different from those which apply to the other five disputed sectors of the land frontier. This is due to the fact that, while in the other five sectors the objective of the litigation is to establish by means of a territorial delimitation the extent of the sovereignty of each of the Parties, in the estuary of the Goascorán River the problem rather consists in determining which of the branches of the Goascorán River constitutes the frontier between the two Parties.

In fact, Article 16 of the General Treaty of Peace of 1980, in its seventh section, delimits the frontier between El Salvador and Honduras "as far as the point known as Los Amates on the same Goascorán River" ("hasta el punto denominado Los Amates en el mismo Río Goascorán" in the original Spanish text). This obviously means that what still has to be determined is the course which the said Goascorán River had in the year of 1821, the date of the independence of Central America.

Honduras, in its written pleadings (MH, para. 34, pp. 227-228) has presented transcriptions of pre-1821 documents, transcriptions which can fairly be described as both partial and reduced, in an attempt to demonstrate that at the critical date of the so-called old course of the Goascorán River, the one which flows into the sea in the Cutú Estuary opposite the Isla de Zacate Grande, had already dried up. This claim, as based on the documents transcribed, proves absolutely nothing since the area in question constitutes a delta, that is to say, an area lying between various branches of the same river, a sort of triangle formed by land, fresh water and salt water, where the river has some branches which have dried up and some which still have water flowing through them, simply because the seasonal variations in the quantities of water flowing down the river have produced constant

change in the course which it has followed. As Honduras itself recognizes, in reality it has not been possible to establish the date on which the Goascorán River ceased to flow along its so-called old course, fixed by the Honduran geographer, Professor Bernardo Galindo y Galindo, as the branch which flows into the sea in the de la Cutú Estuary, opposite the Isla de Zacate Grande.

Honduras bases its arguments on the *uti possidetis juris* of 1821. However, clearly proven historical facts demonstrate that at that date the Spanish colonial Province of Honduras did not have any jurisdiction whatever over this region.

The true historical facts have to be disentangled from the semantic confusion created by the arguments of Honduras, in which various administrative institutions are not called by their correct title. I, therefore propose, Mr. President, with all due respect and in so far as it is possible, to establish the true historical facts in accordance with the exact nomenclature which appears in the appropriate colonial documents.

The presiding Governor of Guatemala had indisputable powers to govern the whole of the area subject to the jurisdiction of the "Real Audiencia" of Guatemala and, among the many attributes of his exalted position, had the power to create public offices to deal with specific matters of specific events. Thus, presiding Governor Diego Garcia de Valverde in 1580 issued a "Real Provisión" in order to create the office of "Alcalde Mayor" of Mines as a measure to secure sound government; he did this because of the fact that, according to the testimony of Juan de Guerra Ayala in 1608, when he was occupying the position of Governor of Honduras, his predecessor in that position had been engaged in the business of mining and it was consequently inappropriate for him to exercise jurisdiction in matters concerning mines. In the exact words of this "Real Provisión" of 1580, which I now quote, "the office of 'Alcalde Mayor' of Mines of Honduras, of San Miguel and their jurisdictions and of Choluteca, in the Province of Guatemala" was created and Juan Cisneros de Reynoso was nominated to occupy this office.

The Spanish colonial policy in matters concerned with mining was based on the criterion of sound government; namely, that of avoiding the nomination as "Alcades Mayores" or "Corregidores" of Mines of those administrative functionaries, overseers, or persons engaged in the

activity of mining in order to impede any possibilities of abuses of power by such interested parties. This historical fact is affirmed, with all the weight of his scientific authority, by the Spanish expert in Indian Law, José Maria Ots y Capdequi, in his work entitled *Manual de Historia del Derecho Espanol en las Indias* (Vol. II, p. 163, Edition published in Buenos Aires in 1943). He states: "The local inhabitants of the place where they had to exercise their jurisdiction and the overseers and the proprietors of lands or mines could not be nominated to occupy these positions" ("No podian ser nombrados para el desempeño de estos cargos los vecinos del lugar donde hubieren de ejercer su jurisdicción ni los encomenderos o propietarios de tierras o minas" in the original Spanish text).

For this reason, the functions of these "Alcaldes Mayores" of Mines were extremely limited, being exclusively concerned with matters relating to mines and not in any sense including the exercise of activities which belonged to other functionaries with wider jurisdictions. It is thus completely proven, I repeat, that the functions of the "Alcalde Mayor" of Mines of the Province of Honduras or of Tegucigalpa did not embrace any other administrative functions, which continued to belong to the Governors, to the "Cabildos" and to the other "Alcaldes Mayores".

I wish to emphasize the following points, which have great importance for the purpose of deciphering and making clear the limited subject-matter over which the said "Alcalde Mayor" of Mines exercised his jurisdiction. First, his jurisdiction was exclusively over matters related to mines. Secondly, his functions embraced territories which formed part of the Colonial Province of Honduras and others which formed part of the Colonial Province of Guatemala, such as San Miguel and its jurisdiction and Choluteca. Thirdly, this new office reduced the powers of the Governor of the Province of Honduras who was thenceforth unable to deal with any matters relating to mines. Fourthly, the administrative control and jurisdiction over San Miguel and Choluteca remained in the hands of the "Real Audiencia" of Guatemala.

Everything which I have stated above is confirmed by a report presented by the Governor of Honduras, Alonso de Contreras Guevara, to the King of Spain in 1582; in this report, he complained about the fact that the Governor of Guatemala Diego García de Valverde "had established an 'Alcalde Mayor' of the said mines with a salary paid out of the Royal Treasury" and

asked that the limitation of his powers which had thus been produced be considered, by way of appeal, by the Royal Council of the Indies (CMES, p. 172, para. 6.17).

The appointments of "Alcaldes Mayores" of Mines, broadly similar in their terms to that in favour of Juan Cisneros de Reynoso, continued until 1652, the appointees being described in their letters of appointment as "Alcaldes Mayores of Mines and Registries in the Province of Honduras and in those of Acapaco and Choluteca in the Province of Guatemala"; this has been fully proved by El Salvador by means of the documents which it has presented to the Chamber.

In fact, the Annexes of the Counter-Memorial of El Salvador (Vol. VII) cite various appointments of such functionaries, such as Juan Espinoza Pedruja on 22 January 1618, of José de Orozco on 29 November 1634, and of Juan de Alvarado on 12 June 1652, in all of which it is stated with both precision and clarity that Choluteca still remained in the Province of Guatemala. I wish to reiterate this point since I consider it extremely important to prove in an irrefutable manner that Choluteca, over which Honduras is attempting to justify its rights, belonged to the Province of Guatemala and not to the Province of Honduras.

The Honduran historians are accustomed to change or cut the texts of colonial documents when this process suits the territorial interests of Honduras. The historian Rómulo E. Durón, in his work entitled *Bosquejo Histórico de Honduras 1502 à 1921* (RH, pp. 739-740, para. 38), for example, in mentioning the list of the townships over which the "Alcaldes Mayores" of Mines exercised jurisdiction in matters of mines, even though he included the Salvadorian township of Pasaquina, deliberately omitted the key names "the district and jurisdiction of San Miguel", which appear in the original document.

In the 18th century, the said "'Alcaldía Mayor' of Mines of the Province of Honduras and of Choluteca" was transformed into the "'Alcaldía Mayor' of Tegucigalpa in the Provinces of Guatemala"; this is proven from the appointments of its "Alcaldes Mayores" in the period from 1714 to 1722 (CMES, p. 176, para. 6.21). I repeat that in these documents the functionaries so appointed were described as "'Alcalde Mayor' of Tegucigalpa in the Provinces of Guatemala" (CMES, Annexes, Vol. VII, Ann. IX, pp. 145 *et seq.*).

Subsequently, the "Alcaldía Mayor" of Tegucigalpa was, by means of a "Real Cédula" of 1791, annexed to the Intendency of Comayagua. This annexation proves conclusively that prior to that date the said "Alcaldía Mayor" did not belong to the Province of Honduras since, if it had belonged to the Province of Honduras, no such annexation, would have been necessary; this is simply because at that time the Intendency of Comayagua was already part of the Province of Honduras.

Honduras thus exercised administrative jurisdiction over the "Alcaldía Mayor" of Tegucigalpa as from 1791. This is a proven historical fact. However, this jurisdiction only lasted for 27 years, a little more than a quarter of a century, since on 24 January 1818 the King of Spain issued another "Real Cédula" ordering that the "Alcaldía Mayor" of Tegucigalpa should be separated from the Intendency of Comayagua and should become independent, subject to the jurisdiction of the presiding Governor of Guatemala. This was the situation in which the "Alcaldía Mayor" of Tegucigalpa remained, that is to say separated from Honduras, from then until the critical date of 1821.

This "Real Cédula", issued three years before the independence of Central America, contained in its relevant sections, the following decisive statements (I do not propose to read the Spanish text, which can be found in the Annexes to the Counter-Memorial of El Salvador, Volume V, Annex VII at pages 65 et seq. and also in the written text of this pleading; I will instead read merely the English translation thereof):

"The King [to] the Governor Captain General and President of my 'Real Audiencia' of the Provinces of the Kingdom of Guatemala: In compliance with the 'Real Orden' of 28 April 1807, which anticipated that in this Superior Council of the Royal Treasury a Report should be drawn up in relation to the separation of the Judicial District of Tegucigalpa from the Government and Intendency of Comayagua and the re-establishment of the 'Alcaldía Mayor' in the former, as it was in the year 1788, your predecessor sent with a letter of 3 March 1816 some documents from which it results that this Superior Council in view of what has happened in relation to this matter agreed unanimously the re-establishment of the said 'Alcaldía Mayor' as it was in the said year of [17]88 ... it is my wish that with the greatest zeal and activity, without delay and with all the speed which such instructions require, you should put this into effect. Date[d] in Palacio 24 January 1818."

This "Real Cédula", issued only a few years before the independence of Central America, complied with all the relevant legal procedures and not only the presiding Governor of Guatemala

and the "Fiscal" of the "Real Audiencia" of Guatemala but also the Governor Intendent of Comayagua and the Tribunal of its "Audiencia" complied fully with its terms. To sum up, the "Alcaldía Mayor" of Tegucigalpa thus became independent of the Government and the Intendency of Comayagua.

The above discussion proves in a decisive, irrefutable and completely clear manner that Honduras cannot justify its territorial rights in the Estuary of the Goascorán River on the basis of the *uti possidetis juris* of 1821; this is simply because at the date of the independence of Central America the "Alcaldía Mayor" of Tegucigalpa did not belong to the Province of Honduras.

On the other hand, on the basis of what has been affirmed by Honduras in its written pleadings, it is possible to prove the following points. First, the Goascorán River was during the colonial period the boundary line between the Salvadorian Province of San Miguel and the "Alcaldía Mayor" of Tegucigalpa. Secondly, the Honduran historians, especially Bernardo Galindo y Galindo in his work *Monografía del Departamento de Valle*, have recognized, in the words of the latter, that

"on the left bank [of the Goascorán River] are found traces of its original river bed ... which had its mouth in the de la Cutú Estuary opposite the isla de Zacate Grande" (see MES, para. 6.67).

Thirdly, the basic Official Honduran Map entitled Bahía de Chismuyo Number 2656 II, which has a scale of 1:50,000, records the course of the old river bed of the Goascorán River by means of two parallel lines and gives it the name "Rompición de los Amates". This line continues as far as the de la Cutú Estuary.

Consequently, if the Goascorán River is the dividing line and if its old course had its mouth in the de la Cutú Estuary, then the territorial jurisdiction of San Miguel extended during the colonial period as far as the old river bed which finished in the de la Cutú Estuary in the Golfo de Fonseca.

Further, El Salvador has in its favour the "Reales Cédulas" of 1563 and 1564, which have been presented as part of the written pleadings of El Salvador, by means of which the King of Spain ordered that all the Golfo de Fonseca should be included in the Province of Guatemala and excluded from the Province of Honduras. These "Reales Cédulas" clearly fix the boundaries of the Province

of Guatemala; the King of Spain stated:

"Consequently we declare and we order that the said 'Gobernación' of Guatemala shall have as its boundaries and its area from the Bahía de Fonseca inclusive and the Ulúa River inclusive." (See the Annexes to the Memorial of El Salvador and the book entitled *Limites entre Guatemala y Honduras*, Vol. I at p. 155.)

Having concluded this first part of my oral statement, Mr. President, I feel that it is appropriate for me now to make some comments on one particular affirmation which appears in the Reply of Honduras. Honduras there alleges that, while it (Honduras) has always maintained one and the same line for the purposes of establishing the boundary formed by the Goascorán River, that is to say what Honduras calls the most northerly branch of that river as far as its mouth in the Bahía de la Unión to the north-west of the Islas Ramaditas, El Salvador has, on the other hand, maintained a multitude of different positions. In this respect, Mr. President, I would like respectfully to draw to your attention and to the attention of the other distinguished Members of the Chamber the following point: this affirmation by Honduras refers to a variety of different positions allegedly adopted by El Salvador since the independence of Central America. Even were this affirmation true, which is not in fact the case, it would not in any event affect the operation of the principle of *uti possidetis juris*, on the strength of which Honduras is seeking to justify its claims to the Estuary of the Goascorán River, a basis which, as I have shown in the first part of my oral statement, has no legal foundation whatsoever. Besides, as El Salvador has repeatedly stated in its written pleadings in this case, the allegation that El Salvador has varied its position in this respect is simply not true. At no time and in none of the meetings of the various boundary commissions which have taken place between the Parties has El Salvador ever either recognized this particular claim of Honduras or itself alleged any frontier line other than that formed by the old course of the Goascorán River as far as its mouth in the Golfo de Fonseca, that is to say in the de la Cutú Estuary in the district of Pasaquina, in the Department of La Unión in the Republic of El Salvador.

It is admittedly true, that in the course of the negotiations which took place between the Parties in Antigua Guatemala in 1972, El Salvador did make a proposal of a conciliatory nature with a view to reaching a negotiated settlement of the dispute which is at present before the Chamber;

this proposal envisaged the sacrifice by El Salvador of a substantial part of its territory in the Estuary of the Goascorán River by virtue of the acceptance as the frontier of another branch of the Goascorán River whose mouth is in the del Coyal Estuary to the north-east of the Isla de Conejo. However, when the intransigence of Honduras prevented this proposal from being accepted, El Salvador logically returned to the position which it has always adopted and which it is now presenting before the Chamber for its definitive resolution.

This change of position which Honduras alleges was made by El Salvador in 1972 when it made this conciliatory proposal is similar to the approach which Honduras adopted in 1985 in relation to another of the disputed sectors of the land frontier, namely the second disputed sector of Las Pilas or Cayaguanca. During the meetings of the Joint Boundary Commission in 1985, the representatives of Honduras similarly proposed what they described as a compromise solution to the boundary dispute in that second disputed sector. However, this proposal was not acceptable to or accepted by El Salvador (see MH, Vol. I, at p. 199). Honduras modestly describes its conciliatory proposal as "an exchange of opinions". In order to be consistent with the terminology which it has used with respect to the similar conciliatory proposal made by El Salvador in 1972, would it not be more appropriate and correct for Honduras rather to describe its own conciliatory proposal as "a change of position"? I therefore have no hesitation, Mr. President, in maintaining firmly that El Salvador, basing itself on the principle of *uti possidetis juris*, has at all times sustained and is still sustaining the same juridical position.

I now propose, Mr. President, to turn my attention to the documents which Honduras has presented in support of its claim to this sector.

Honduras has, in its lengthy written pleadings, presented to the Chamber documents relating to areas which are not relevant to the disputed sector of the land frontier which is at present being considered by the Chamber but which instead relate to neighbouring sectors where the frontier has already been delimited. This is the case, for example, with the document recording the measurement of the common lands of Goascorán (not of the *Goascorán River*) of 1821; these Commons are positioned between the Honduran townships of Goascorán and Alianza and form part of a sector of

the frontier which is further to the north, which was delimited by the General Treaty of Peace of 1980, and whose demarcation is already well advanced (see Map 3.K in the Counter-Memorial of El Salvador immediately after page 127).

Equally, the document recording the measurement of the common lands of Langué of 1821 involves lands the majority of which also belong to an area which is not in dispute (see again Map 3.K in the Counter-Memorial of El Salvador).

This document relating to the common lands of Langué which Honduras has presented, far from favouring or justifying the claims of Honduras based on the principle of *uti possidetis juris*, on the contrary, only serves to prove that prior to the date of the independence of Central America in 1821, the mouth of the Goascorán River was not located opposite the Islas Ramaditas in the Bahía de la Unión or Golfo de Fonseca, as Honduras is claiming.

Exactly the same is true, Mr. President, of the extremely lengthy and repetitive discussions in the Reply of Honduras on the subject of maps, in which Honduras affirms, without actually managing to prove, that, of the 88 maps which according to Honduras were published in the period between 1826 and 1974, the immense majority confirm the validity of the claims of Honduras in this disputed sector.

I should start by observing that Honduras has not presented more than a minimal proportion of those 88 maps and has only analysed a few of those which it has actually presented. I should also observe that the Geographical and Cartographical Institutes both of Honduras and of El Salvador were established only a few decades ago. Consequently, any map published prior to the establishment of these institutes was generally produced without any particular technical expertise and so amounted to little more than a copy of the map before.

Further, some of these maps, such as that published by a company engaged in the sale of petroleum for distribution to its clients in petrol stations, obviously lack the reliability and precision necessary for the establishment of State and provincial boundaries, while others, such as the World Atlases presented by Honduras, obviously cannot be expected to indicate clearly the various

branches of a river as small and as little known as the Goascorán River.

It is a patent fact, Mr. President, that all the maps mentioned by Honduras are, without one single exception, maps produced after the critical date of 1821 or, to use the terminology adopted by Honduras, maps from the republican era. This is extremely significant given that the Party which has presented these maps is trying to justify its claims on the basis of the *uti possidetis juris* of 1821.

I am not unaware, Mr. President, that maps, although they constitute an element which, in comparison with the effect of Title-Deeds, is of a secondary nature, as was stated in the *Burkina Faso/Mali* case, which has been cited so many times by Honduras in these proceedings, may nevertheless be contributory factors assisting in the process of proving any particular thesis. However, in the present case it is an evident fact, as I have already attempted to demonstrate, that the "Alcaldía Mayor" of Tegucigalpa did not in the decisive period, that is to say in the years immediately prior to 1821, belong to the Province of Honduras but rather continued to form part of the "Gobernación" of Guatemala.

No number of maps produced subsequent to the key date of the independence of Central America can in any way whatsoever alter the fact that Honduras is not able to demonstrate that its claims are in accordance with the principle of *uti possidetis juris* as developed in the various boundary disputes between the former Spanish colonies in Central and Southern America.

However, I wish to draw the attention of the Chamber to a fact which will undoubtedly have considerable relevance to the decisions adopted not only in respect of the other disputed sectors of the land frontier, but also in respect of the other issues in this litigation, namely the juridical status of the islands and the maritime spaces.

The important fact in question is that the lengthy expositions of cartographical questions made by Honduras in its Reply do undoubtedly serve as proof and recognition of the sovereign rights of El Salvador over other territories which are in dispute in this litigation. Many of the maps which have been presented by Honduras in support of this claims over the estuary of the Goascorán River, adjudicate in the clearest possible manner to El Salvador not only the Isla de Meanguera and the Isla

de Meanguerita but also other islands in the Golfo de Fonseca or Bahía de la Unión which have been traditionally recognized as belonging to El Salvador.

This is the case with the official maps of the Republic of Honduras drawn up in 1886 by A. T. Byrne (Map A.16 in the Atlas appended to the Memorial of Honduras), in 1907 by E. P. Mayes (Map 21 in the Atlas appended to the Reply of El Salvador), and in 1909 by E. C. Fiallos (Map 23 in the Atlas appended to the Reply of El Salvador).

These same islands are also adjudicated to El Salvador in other maps mentioned by Honduras in support of its claims over the estuary of the Goascorán River, either by virtue of the system of colouring adopted or by virtue of other distinctive signs. These are the maps illustrating the Census of the Department of Valle, Honduras, drawn up in 1902 (Map 24 in the Atlas appended to the Reply of Honduras), the Map of the Golfo de Fonseca drawn up by the Marine Corps of Nicaragua in 1913 (Map 22 in the Atlas appended to the Reply of El Salvador) and the Map of Central America prepared by the American Geographical Society in 1937 (Map 25 in the Atlas appended to the Reply of El Salvador).

It is logical, Mr. President, that a Party to legal proceedings who presents documents or maps to the Tribunal in question should have to accept both the aspects which are favourable to its claims and those which are prejudicial thereto. I therefore wish once again, with the deep respect which you, Mr. President, and the other distinguished Members of the Chamber merit, to ask that this most important factor should be taken fully into account when consideration is being given as to the decisions to be reached in respect of the other territories in dispute in these proceedings.

I would next like, Mr. President, to make a brief reference to the mention made by Honduras in its written pleadings to the small area which covers the land comprised between the two branches of the old course of the Goascorán River, an area which is known as the Isla de Calicanto.

The documents recording the measurements of the Isla de Calicanto which are being relied on by Honduras date from 1861 and 1864 respectively. Both of these dates are some considerable time after the independence of Central America. Consequently, these documents can in no way undermine or invalidate either the fact that the "Reales Cédulas" of 1563 and 1564, to which reference has

already been made, ordered that the whole of the Golfo de Fonseca should remain within the Province of Guatemala and not within the Province of Honduras, or the fact that the territorial jurisdiction of the Province of San Miguel in El Salvador extended as far as the old bed of the Goascorán River, that is to say the branch which has its mouth in the de la Cutú estuary in the Golfo de Fonseca.

Finally, Mr. President, I turn to the last part of my statement, namely the manner and effect of the changes in the course of the Goascorán River.

This is a matter in respect of which the Parties are in disagreement. El Salvador has maintained that the changes in the course of the Goascorán River have been due to the sudden and violent increases in the volume of water in and the level of the river which periodically occur. Honduras on the other hand, has denied that such changes in the course of the river are due to convulsions of this type. Nevertheless, the Reply of Honduras does cite various official Honduran documents in which it is affirmed, absolutely correctly, that every winter there are considerable increases in volume and level of this kind which affect the course of the river.

What is more, in reality the Goascorán River experiences periodically, at intervals of four or five years, extremely substantial increases in the volume of water therein and the level thereof which cause it to overflow its course in its last few kilometres. The best possible proof of this is the overflowing of the banks of the Goascorán River which took place last winter in the section of its course situated between the points known as El Olanchano and Los Amates, which indeed constitutes the final part of the Seventh Sector of the land frontier which was delimited in the General Treaty of Peace of 1980.

This overflowing of the banks of the Goascorán River last winter was so violent that it managed to wash away some of the boundary markers which the Joint Commission of Demarcation of El Salvador and Honduras had already erected; some of these boundary markers can be found at the moment lying at the bottom of the river. A survey has already been planned in order to deal once again with the erection of these boundary markers; all that is now necessary for these joint works to be carried out is that the two Parties should agree upon a mutually convenient date.

This sort of behaviour by the Goascorán River is not at all unusual and lends support to the idea that, at some particular moment in the past when this phenomenon occurred, the Goascorán River changed its course, abandoning what was up until then its natural course leading towards the de la Cutú Estuary and beginning to flow down some other course such as that which it follows at the present time.

Once the Goascorán River had changed its course away from its former and original river bed, Honduras, as it indeed recognizes clearly in its Reply (para. 50, pp. 755 et seq.; para. 54, pp. 758-759), with the undoubted intention of preventing the course of the river from returning to its old river bed, decided to construct a dike; this is indeed still in its original position as irrefutable proof that the hand of man has intervened in this particular place to restrain the activities of natural phenomena. Indeed, in its Reply (p. 759) Honduras cites a document produced by its Secretary of State for Development, Agriculture, and Labour, in which it is indicated that:

"Les moyens d'action les plus efficaces pour empêcher la progression du fleuve sont les suivants: placer, à la source ou à l'endroit où le fleuve a commencé sa progression, une digue faite de chaux et de pierre, assez profonde, de façon à ce qu'elle puisse dévier ou contenir les grandes crues du fleuve, en les repoussant sur la rive opposée; il faudrait ensuite, à partir de là constituer palissade tout le long de la ligne actuelle." (Original emphasis.)

In the written pleadings presented by both Parties in these proceedings, there exists ample proof of the existence of this dike, which was constructed just as much to contain the periodical increases which periodically occur in the volume of water in and level of the river as to impede the return of the course of the river to its former bed. An illustration is the correspondence in June 1920 (which is set out in the Reply of El Salvador in paragraph 3.100 at pages 100-101) between the Minister of War and Marine and the Minister of External Relations of El Salvador which the latter subsequently transmitted to his counterpart in Honduras. The Minister of War and Marine stated (*ibid.*):

"I must not omit to point out to you that according to information the Hondureñan Government has appropriated a strip of land from our territory by virtue of the fact that the Goascorán River has changed course; the strip referred to has an area of five leagues in length by three in breadth ..."

The size of the area of land involved makes clear the extent of the change in the course of the Goascorán River which took place in 1920.

Further, from the point of view of El Salvador, the problem of such changes in the course of the river is aggravated by the tendency of currents which flow from north to south in Central and Southern America to change their course towards the west. This phenomenon is known as the "Law of Babinet or or Baer" (RES, para. 3.101, p. 101).

The fact that, according to this law, variations in the course of a river are produced by the currents driving against its right bank is a clearly proven phenomenon in the rivers of the Pacific Basin such as those of El Salvador. A very relevant illustration is the case of the Paz River, which constitutes the frontier between El Salvador and Guatemala. On the occasion of the cleaning and confirmation of the various boundary markers carried out by the International Commission of Boundaries and Waters formed by El Salvador and Guatemala in 1974, it was established that the Paz River had changed its course towards the west and had consequently invaded the territory of Guatemala, leaving an area of approximately 30 hectares between boundary markers 58 and 56 adjoining the territory of El Salvador on the eastern side of the river. This land had been occupied in good faith by citizens of El Salvador; they were moved to another place and this portion of the territory of Guatemala was duly returned to its National Boundary Commission.

It also seems to me that it would be appropriate for me to mention a further fact that corroborates this systematic movement of the course of rivers towards the west. The special boundary marker on the Guatemaltecan side of the frontier which marks the mouth of the Paz River, which of course constitutes the starting point of the frontier between Guatemala and El Salvador, is frequently demolished by the increases in the volume of water in and the level of the river which take place during the winter.

Since the Golden Age of Roman Law, the writers of legal treatises have studied the juridical effects of changes in course of flowing currents. These problems were analysed in both the Institutes and the Digest of Justinian and it was indicated therein that the course and consequently the banks of a river could be affected by the following four factors: first, by *aluvio* (alluvium); secondly by *avulsio* (convulsion); thirdly, by the formation of islands; and, fourthly, by a change of river bed.

A change of river bed, which is what has really occurred in the case of the Goascorán River,

produces the result, according to Book 2, Title I, Number 23, of the Institutes of Justinian, that the lands in question, including the river bed, continue to belong to their former proprietors *qui prope ripam eius praedia possident* (who possess lands next to its shores). This principle was also recognized by the Spanish colonial legislation, especially by the Law XXXI of the Partidas of Alfonso El Sabio, by the Code Napoleón, and by the laws of the United Kingdom, the United States of America, and of the majority of the Latin American States. All this was expressed, with ample documentation, in the Pleadings of Mexico in the Arbitration of Chamizal (see *La Memoria Documentada del Juicio de Arbitraje del Chamizal* Vol. I, pp. 238 *et seq.*, published by Talleres de Artes Gráficas, Granja Experimental de Zoqueipa, Mexico D.F., in 1911).

Taking into account the principles mentioned above, the Memorial of El Salvador (in para. 6.66) resumed the position of El Salvador in the following form:

"In the Arbitration of El Chamizal in 1911, it was recognized that a total change in the course of a river does not bring about any change in the States' ownership of the lands situated between the old and the new courses of the river. It was accepted in these negotiations between Mexico and the United States of America that there is a rule of Public International Law to the effect that: 'if a river abandons its former course, the international boundary remains the middle of the abandoned course of the river'. Thus the former course of the river, now dry land because of the change in the water course, remains the international frontier."

This rule of public international law, and naturally also of civil law, was applied by a majority of the Tribunal of Arbitration in the case of El Chamizal. What had been formed by alluvium, by a slow and gradual accession, was adjudicated to the United States of America and the part which had been formed by a violent and sudden change in the course of the river was adjudicated to Mexico. Inspired by a judicial decision which undoubtedly took principles of equity into account, El Salvador proposed to Honduras in 1972 an agreed solution which would have adopted as the frontier the intermediate branch of the Goascorán River whose mouth is opposite to the Isla de Conejo in the Gulf of Fonseca. However, as has already been seen, this proposal was in fact rejected by Honduras.

In any event, Mr. President, El Salvador requests with all due respect both to you and to the other distinguished Members of the Chamber that the line of the boundary in the Estuary of the

Goascorán River should at least be fixed in a definitive manner, since El Salvador, a country with a very limited territorial extension and a population which is, relatively speaking, very numerous, must not continue losing more and more of its territory by reason of the continuous changes of the course of the Goascorán River towards the west.

That concludes the first statement of El Salvador in relation to this sixth disputed sector. I thank you, Mr. President, and the other distinguished Members of the Chamber, for the attention and courtesy with which you have followed by exposition. Thank you very much.

The PRESIDENT: I thank Ambassador Alfredo Martínez Moreno. I would like to enquire of the delegation of Honduras whether they would be prepared to speak tomorrow morning or tomorrow afternoon, at their choice.

Mr. VALLADARES SOTO: Mr. President, Honduras will be ready to answer tomorrow afternoon.

The PRESIDENT: So the sitting is adjourned till tomorrow at 3 o'clock.

The Chamber rose at 12.50 p.m.
